

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :
1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F
pili fermé : 80 F et 40 F

Abonnement de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 309
LE NUMERO : 2 F 50
15 FB - 1 FS
21 mars au 3 avril 1980

« Autodétermination des Palestiniens » et « trilogie » giscardien

Ambitions impérialistes et objectifs prolétariens

La diplomatie giscardienne, d'ordinaire si onctueuse, toute en demi-tons et en murmures discrets, si décriée pour son ennuyeuse routine et son manque de « grandeur », a réussi d'un coup à réveiller les souvenirs

gaulliens d'un discours de Phnom Penh et à raviver l'orgueil impérialiste de la « France éternelle » en prenant l'initiative de proclamer le « droit à l'autodétermination des Palestiniens ».

La rapidité avec laquelle la proclamation française a été suivie par des proclamations identiques à Londres et à Bonn montre bien que l'impérialisme français s'est fait à cette occasion l'interprète d'une décision européenne dont le terrain était préparé depuis longtemps par les voyages d'Arafat à Vienne et à Madrid.

Les raisons d'une telle « hardiesse » européenne sont transparentes. L'essentiel du pétrole importé provient d'une région où l'agitation sociale, en partie due à l'émigration ouvrière palestinienne, menace la sécurité des approvisionnements. D'un autre côté Israël n'est plus le seul gendarme de la région au moment où le poids économique des pays producteurs de pétrole grandit démesurément.

Dans les conditions internationales où s'avive la tension est-ouest, et où la pression américaine sur l'Europe se fait plus grande, les difficultés dans lesquelles s'empêtre l'Amérique, bloquée dans les négociations israélo-égyptiennes où l'Etat pied-noir ne peut céder un pouce de ses privilèges coloniaux, était donc une bonne

occasion de faire la nique au puissant protecteur en se réintroduisant politiquement au Moyen-Orient, vingt-quatre ans après Suez. Carter a demandé aux Européens de prendre leurs responsabilités dans la sécurité du Golfe. Ces derniers essaient de le faire à leur manière, au moins jusqu'à un certain point.

A l'occasion de son voyage, Giscard a également relancé un vieux cheval de bataille de l'impérialisme français, le « trilogie ». L'idée en est simple. Les pays du Golfe ont d'énormes capitaux, mais ne savent pas où les placer. L'impérialisme français possède, lui, des lieux de placement, ses chasses-gardées d'Afrique, mais ne dispose pas de suffisamment de capitaux.

Or l'expérience du Fonds Européen de Développement a montré comment l'injection de capitaux « étrangers » dans ses domaines coloniaux et sous son contrôle permettait à l'impérialisme français de retarder son déclin irrémédiable, et des opérations de financement arabe de projets miniers ou d'infrastructures français sont en ce moment en cours en Mauritanie et dans d'autres pays du Sahel.

DANS CE NUMERO

- Le Zimbabwe otage de l'impérialisme
- Les communistes, l'avortement et le divorce
- Le prolétariat et l'« Etat-pied noir » d'Israël
- Afghanistan : variations trotskystes sur le thème de la « défense de l'URSS »
- Les JCR à la remorque du réformisme
- Lutttes ouvrières, vie du Parti

Ajoutez à cela que l'impérialisme français lorgne sur les zones d'influence d'autres impérialismes (belge, anglais), où l'impérialisme américain pénètre largement. Pourquoi alors ne pas tenter de mettre sur pied une vaste « zone de prospérité européen-arabo-africaine » à travers les institutions officielles CEE-
(suite page 2)

Le besoin de la lutte contre toute entrave au droit de grève

De plus en plus, conseillés et encouragés systématiquement par le CNPF, les patrons essaient de faire payer aux grévistes la peur qu'ils leur ont causée, et surtout de dissuader les imitateurs par des lourdes sanctions financières. Les amendes individuelles sont théoriquement interdites ? Qu'à cela ne tienne, la justice bourgeoise est sollicitée pour tordre et retordre en tous sens les subtiles limites respectives du droit de grève et de la liberté du travail, et frapper de lourdes amendes collectives les syndicats et, à travers eux, les ouvriers.

C'est le mécanisme fondamental du droit bourgeois : accorder des droits sous la pression, et tendre à les vider de tout contenu pour les exploités, notamment par le biais de la pression financière et de l'inégalité devant l'argent. C'est aussi une tendance qui se manifeste au niveau européen. La pratique de l'amende massive est bien instituée dans les pays nordiques et en Allemagne. La Grande-Bretagne s'appête à se donner des lois complémentaires pour sanctionner financièrement les piquets de grève illicites. Bref, la grève si vous voulez, pourvu qu'elle ne soit plus une arme de classe mais une cérémonie rituelle intégrée dans le protocole des « relations industrielles ».

En quinze jours, la CGT a été condamnée à indemniser les non-grévistes de l'usine Trailor de Lunéville, tandis que le patronat d'Alsthom réclamait aux trois syndicats de Belfort 60.000 francs de dommages et intérêts pour l'occupation

(suite page 6)

Le Zimbabwe otage de l'impérialisme

Dans le dernier article que nous avons consacré à la « question rhodésienne » nous écrivions qu'en Afrique australe tout le monde s'employait à éviter la révolution : le pouvoir blanc en place en Afrique du Sud, celui qui était alors en place à Salisbury, mais aussi les dirigeants des pays de la « ligne de front » et les chefs des mouvements armés luttant pour l'indépendance de la Rhodésie, Mugabe aussi bien que Nkomo.

Les déclarations de Mugabe au lendemain d'un scrutin qui a assuré une victoire écrasante à son parti n'ont fait que confirmer ce que nous disions. Mugabe a lancé un appel à la réconciliation nationale. Il fera une place aux blancs dans le nouveau gouvernement du Zimbabwe, il a appelé à ce même gouvernement son « rival » Nkomo qui est encore plus modéré que lui. Il a confié au général Walls, qui était le chef des forces de sécurité du régime précédent, le soin de constituer la nouvelle armée rhodésienne. La réforme agraire a été renvoyée aux calendes grecques et, pour que ce soit bien sûr, le ministère de l'agriculture a été confié à un colon blanc. Mugabe a même décidé qu'il n'était pas question que le nouvel Etat apporte une aide aux mouvements qui luttent contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Ce qui a manqué et manque, en fait, aux masses opprimées noires de l'Afrique australe, en butte à un ennemi puissamment

(Suite page 3.)

Défense de la femme prolétaire

Les communistes, l'avortement et le divorce

« On dit que la situation juridique de la femme caractérise le mieux le niveau de culture. Il y a, dans cette formule, un grain de vérité profonde », écrivait Lénine en 1919, et il ajoutait : « Nous avons vraiment anéanti de fond en comble ces lois ignobles sur l'inégalité de la femme, les entraves au divorce,

les formalités abjectes qui l'entourent, la non-reconnaissance des enfants naturels, la recherche de paternité, etc., lois dont les vestiges sont nombreux dans tous les pays civilisés, pour la honte de la bourgeoisie et du capitalisme. » (La grande initiative, 1919, Œuvres, tome 29, p. 433).

Soixante-dix ans plus tard, le retour périodique des procès et emprisonnements pour avortement, forme moderne des supplices rituels que le Moyen Age infligeait aux sorcières, de même que l'écoeuvant cynisme des débats parlementaires sur le divorce et l'avortement qui ont eu lieu ces dernières années en France et en Italie, montrent que ces phrases n'ont rien perdu de leur actualité.

Notre position sur ces questions n'a pas varié non plus. Les communistes luttent pour l'entière liberté en matière d'avortement et de divorce : « Aucun social-démocrate digne de ce nom ne considérera comme des socialistes, ni même comme des démocrates, ceux qui nient ce droit », dit encore Lénine (*Une caricature du marxisme*, 1916, tome 23, p. 80). Cela ne signifie pas qu'ils nourrissent la moindre illusion sur une quelconque émancipation de la femme par la voie juridique, ni qu'ils ignorent les limites de ce que peuvent apporter ces droits sur le plan de la situation immédiate.

Le marxisme, en effet, montre que l'oppression féminine trouve son origine dans la forme familiale apparue dans l'histoire

avec la propriété privée, qui se caractérise par la domination de l'homme chef de famille, la transmission de l'héritage aux enfants, la consécration des femmes au travail domestique. La persistance de cette forme familiale, que la bourgeoisie reprend à son compte, se traduit sous le capitalisme par la contradiction entre le travail extérieur de la femme et sa vie familiale, contradiction qui prend la forme de la double exploitation domestique et salariée pour l'ouvrière, et par l'inégalité entre les sexes dans tous les domaines de la société. Derrière l'oppression formelle de la femme, qui peut à la limite et en théorie disparaître dans la société bourgeoise, il y a donc l'oppression économique, l'esclavage domestique qui non seulement persiste quelles que soient les réformes juridiques effectuées par la bourgeoisie, mais rend le plus souvent en partie inopérantes ces mêmes réformes, et ceci d'autant plus qu'il s'agit de classes opprimées. Laissons sur ce point la parole à Engels :

« La famille conjugale moderne, écrit-il, est fondée sur l'esclavage domestique, avoué ou voilé, de la femme, et la société moderne est une masse qui se compose

exclusivement de familles conjugales comme d'autant de molécules. De nos jours, l'homme, dans la grande majorité des cas, doit être le soutien de la famille et doit la nourrir, au moins dans les classes possédantes, et ceci lui donne une autorité souveraine qu'aucun privilège juridique n'a besoin d'appuyer. Dans la famille, l'homme est le bourgeois, la femme joue le rôle du prolétariat. Mais dans le monde industriel, le caractère spécifique de l'oppression économique qui pèse sur le prolétariat ne se manifeste dans toute sa vigueur qu'après que tous les privilèges légaux de la classe capitaliste ont été supprimés [...]. Et de même le caractère particulier de la prédominance de l'homme sur la femme dans la famille moderne, ainsi que la nécessité et la manière d'établir une véritable égalité entre les sexes ne se montreront en pleine lumière qu'une fois que l'homme et la femme auront juridiquement des droits absolument égaux. On verra alors que l'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie

(suite page 4)

L'autodétermination telle que l'entend l'impérialisme français

« Le droit à la sécurité et à l'autodétermination sont des droits universels », a déclaré Giscard à Amman. La formule est exquise. Naturellement, si on promet le « droit à l'autodétermination » aux Palestiniens, on assure Israël que ses « préoccupations légitimes » seront respectées. Mais il s'agit surtout de proclamer que l'Europe possède le « droit à la sécurité » au Moyen-Orient. Le « droit à l'autodétermination » des Palestiniens n'est donc pour les bourgeois qu'un sous-produit et un moyen de leur « sécurité ».

En faut-il une autre preuve ? Devant l'effervescence qui gagne aux Antilles, le ministre Dijoud a déclaré le 3 mars : « La Martinique est un département français, définitivement un département français, que cela plaise ou ne plaise pas ». D'autres en leur temps comptaient Tamarrasset dans le territoire national...

En tout cas, ici, devant le problème de l'autodétermination chez lui, l'impérialisme français a certainement préféré le « droit à la sécurité » !

Pour le marxisme révolutionnaire, le « droit à l'autodétermination » est lié à l'exigence de l'union de la classe ouvrière de tous les pays, ce qui exige de soulever dans les métropoles la revendication de l'indépendance immédiate et sans conditions des colonies, et avant tout de celles de « son » impérialisme.

**Soutenez le développement de la
presse internationale du Parti
Souscrivez !**

Ambitions impérialistes et objectifs prolétariens

(suite de la page 1)

Ligue arabe-OUA ? D'où le terme de « trilogie ».

Il est clair que le pivot de cette « coopération triangulaire » serait l'impérialisme français, ce qui explique les réticences aussi bien en Europe qu'au Moyen-Orient, sans parler des malheureux pays d'Afrique noire qui ne sont en l'occurrence qu'un objet d'exploitation semi-coloniale et n'ont à ce titre pas voix au chapitre. Cependant la marche vers la consolidation des zones d'influence impérialistes à la faveur de la crise, les velléités de l'Allemagne et de la France d'explorer une « troisième voie », ne serait-ce que pour mieux marchander leur alignement final sur l'un ou l'autre des super-grands, la tendance persistante des pays du Moyen-Orient à s'émanciper de la devise américaine, tous ces facteurs ne contribuent-ils pas à rendre ce rêve français réalisable au moins en partie ?

En tout cas, les pays arabes ont mis une condition à toute discussion : « une solution à la question palestinienne », qui accumule si dangereusement des charges de poudre sous leurs barils de pétrole ! Naturellement, comme l'a affirmé Giscard à Qatar, « la France ne conduit pas sa politique pour des intérêts, mais au nom de grands principes ». Il ne pouvait pas dire que ces « grands principes » sont précisément l'expression idéalisée des intérêts de l'impérialisme français. Riyad aussi vaut bien une messe !

Comme il est facile de le prévoir, cette initiative diplomatique de l'impérialisme français, et plus généralement de l'Europe impérialiste, peut bien jeter un os à ronger à la bourgeoisie palestinienne. Mais pour les masses ouvrières qui crévent dans les déserts pétroliers, pour les masses des sans-réserves qui meurent de faim dans les camps de réfugiés régulièrement pilonnés par Israël, en proie aux coups des bouchers et candidats-bouchers de la région, politiquement et pratiquement désarmées par leurs propres représentants « officiels », pour les

masses paysannes pauvres de toute la région, cette initiative ne peut signifier qu'une pression économique, politique et militaire plus féroce de tous les Etats locaux et de tous les impérialismes qui se querellent sur leur dos, mais s'entendent pour le maintien de l'ordre qui garantit leurs privilèges.

De même, ce « trilogie » apporte aux prolétaires d'Afrique noire, aux masses prolétariées des villes et des campagnes, aux larges masses paysannes en proie à la famine et aux épidémies massacrantes provoquées par le bouleversement de la société réalisé à coups de nerf de bœuf par l'impérialisme, non pas un soulagement de leur sort mais une misère plus atroce et des tourments plus violents, et là aussi une oppression plus forte et plus directe.

En revanche, l'accélération de la transformation capitaliste du Moyen-Orient et de l'Afrique renforce la classe ouvrière, accumulent le potentiel de révolte et la force sociale de masses gigantesques. Si les luttes sociales qui se succèdent de Tunis au Caire et d'Izmir à Téhéran, sont bien des luttes dont le caractère prolétarien devient de plus en plus évident, si elles sont reliées par les mille canaux de l'émigration à celles qui mûrissent dans les forteresses impérialistes d'Europe, et se heurtent à l'ordre établi local et à tous les impérialismes à la fois, les luttes sociales qui ne manquent pas d'éclater en Afrique noire auront encore un contenu anticolonial très marqué, et elles frapperont avant tout l'Europe impérialiste, et au premier rang la France.

La bourgeoisie impérialiste nourrit des rêves de pillage et d'ordre. Le prolétariat de son côté doit avoir ses propres rêves et ses propres ambitions. Qui sait si les prolétaires des pays du pétrole, en fermant le robinet de ce liquide fait de leur sueur et de leur sang, ne donneront pas le signal d'un incendie social qui embrasera l'Inde et l'Asie orientale, où il sera

prolétarien et encore largement paysan, mais qui embrasera aussi le cœur de l'Europe impérialiste, où il sera purement prolétarien et communiste ? L'incendie pourrait ensuite gagner rapidement le Japon et la Russie, assaillie sur tous ses flancs, mais la victoire de la révolution communiste ne sera définitivement assurée que lorsque les Etats-Unis tomberont sous les coups conjugués des prolétaires des deux Amériques soulevés, les masses paysannes indiennes pauvres, et de la guerre révolutionnaire menée par les prolétaires du vieux monde entraînant avec eux les larges masses paysannes miséreuses d'Asie et d'Afrique.

Mais ce rêve serait impossible à réaliser sans une lutte théorique et pratique acharnée au cœur même de l'Europe contre la bourgeoisie et ses lieutenants ouvriers, les faux partis socialistes et communistes, ainsi que les groupes de la prétendue extrême gauche. Une lutte sans merci contre l'oppression impérialiste au Moyen-Orient et en Afrique, contre les interventions militaires en Afrique, au Liban ou demain dans le Golfe. Une lutte contre l'oppression particulière qui frappe les prolétaires immigrés. Une lutte contre le chauvinisme, l'esprit de supériorité nationale et raciale, le sionisme et le social-impérialisme.

Ce rêve grandiose serait impossible à réaliser sans la solidarité la plus claire avec toutes les révoltes des masses prolétariées et des masses paysannes dirigées contre la domination quasi-directe (en Afrique noire par exemple) de l'impérialisme, sans l'effort pour tisser entre les révoltes prolétariennes du Maghreb, du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Europe, en particulier par le canal des formidables migrations ouvrières qui unissent toutes ces aires, les liens internationaux les plus serrés, pour la lutte commune contre le front uni de tous les Etats bourgeois et avant tout des grandes forteresses impérialistes.

C'est à la réalisation de ces conditions que le parti doit se consacrer.

Carnets tricolores

● Le PCF et la « révolution » aux couleurs de la France

« Qui a combattu l'antipatriotisme dans le mouvement ouvrier, de 1936 à nos luttes actuelles pour une France indépendante et souveraine ? Qui a combattu l'anticléricalisme, depuis la proposition de « la main tendue » jusqu'au récent « discours de Lyon » ? Qui a combattu l'antiparlementarisme, le sectarisme et le gauchisme, depuis le rejet de la tactique « classe contre classe », jusqu'à notre lutte actuelle pour une union nouvelle ? »

Le P.C.F. bien sûr. C'est Marchais lui-même qui l'affirme (*L'Humanité* du 12 février), en précisant que c'est cela le patrimoine de son parti. Il confirme ainsi ce qu'est la nature du P.C.F. : la courroie de transmission de la politique bourgeoise dans les rangs ouvriers. On le voit : rien de changé ; et quand le PCF dit « vive la

révolution », c'est toujours pour instaurer le « socialisme aux couleurs de la France », par la « voie démocratique et pacifique », en s'appuyant sur l'alliance entre les ouvriers et les classes moyennes, en mettant sur le même plan « les immigrés victimes des discriminations et des campagnes racistes, et le cadre mutilé dans ses prérogatives professionnelles [sic] » (Séguy, *L'Humanité*, 26 février). Et pour être bien clair, Marchais a expliqué : « la révolution est selon nous un processus. Un processus plus ou moins long ». (*L'Humanité*, 10 mars).

L'ex-trême gauche peut bien se lamenter de ce que le PCF lui ait volé le titre d'un journal. Qu'a-t-elle fait pour couper les ponts entre réformisme social-chauvin et révolution ?

● Plogoff et la révolte antinucléaire

Il est inévitable que les populations locales réagissent contre les menaces que des centrales nucléaires où la sécurité est sacrifiée au profit font peser sur leurs conditions de vie. Et nous ne pouvons que saluer leur révolte lorsqu'elles affrontent à coups de pavés, par des barricades et des barrages les forces de répression « démocratiques » que l'Etat déverse sur elles : CRS, gendarmes équipés de blindés chargeant et ratissant, etc.

On ne s'étonnera pas de voir les partis « démocratiques » essayer de récupérer l'indignation populaire tout en condamnant les « excès » des manifestants, et de prétendre concilier les intérêts des populations avec ceux de la « région » et de la « nation ». On ne s'étonnera pas non plus de voir les gauchistes emboîter purement et simplement le pas à la campagne écologique menée sur le terrain réactionnaire de l'antinucléaire en géné-

ral, de l'anticonformisme en général et du pacifisme.

C'est hélas difficilement évitable dans les conditions présentes où la lutte prolétarienne n'a pas d'organisations immédiates de lutte capables d'influencer ces réactions populaires et d'entraîner les demi-classes qui souffrent aussi de la barbarie du capitalisme dans le sillage de la classe ouvrière, et où par conséquent les saines réactions de révolte sont encore stérilisées par le démocratisme et l'interclassisme.

● Pour qui roule « Drapeau Rouge » ?

Les présidentielles approchent. Giscard et Marchais sont déjà candidats. Si le RPR présente quelqu'un, ce sera Chirac. Le PS lui hésite : Mitterrand ou Rocard ? Quelle doit être l'attitude des révolutionnaires devant ces deux candidats, se demande *Drapeau Rouge*, organe de l'Organisation Communiste de France (ml), qui se définit comme la « composante révolutionnaire du courant socialiste antitotalitaire » ?

« Bien sûr, écrit *Drapeau Rouge* dans son numéro du 8 au 21 mars, il y a dans le discours de Michel Rocard, dans son « projet », bien des équivoques, des naïvetés, bien des inconnues. Il se présente comme un réformiste. Il envisage un type de société, son « socialisme de la responsabilité », où les responsables risquent bien d'être encore la couche supérieure des couches salariées, cadres, intellectuels, technocrates. [...] Son « réalisme économique » enfin, s'il a bien des aspects sympathiques [!] et souples, ne risque-t-il pas de déboucher sur une autre façon de faire payer la crise aux travailleurs ? »

On se demande, en effet. Et ça se dit révolutionnaire !

Réunions publiques

- **A LAVAL**
Le mercredi 26 mars, à 20 h 30,
Centre Social des Pommerais

**Pour la préparation
révolutionnaire !**

**Pour la révolution
communiste !**

- **A VALENCE**
Le mercredi 26 mars, à 20 h 30,
Foyer de la Salle des Fêtes

- **A BORDEAUX**
Le vendredi 28 mars, à 20 h 30,
Amphithéâtre Leroux, Ancienne
Faculté, cours Pasteur

- **A GRENOBLE**
Le vendredi 28 mars, à 20 h 30,
Salle Millet, 11, rue Millet

- **A ROUEN**
Le vendredi 28 mars, à 20 h 30
Salle Mac-Orlan, Saint-Sever

Afghanistan

**Contre tous les camps
impérialistes !**

**Pour la révolution
communiste mondiale !**

Révolutionnaires... à vendre

Dans son n° 900, *Rouge* dénonce la nouvelle loi sur l'affichage au nom des « libertés démocratiques » bafouées, et la présente comme faisant partie du processus qui tend à donner aux quatre grands partis le monopole de l'expression. Parmi d'autres manifestations de cette tendance, *Rouge* relève le fait que « le projet de loi relatif au financement des partis politiques écarte de l'aide publique les petites formations et constitue une nouvelle entrave à l'expression des minorités, puisque le gouvernement se refuse toujours à financer les campagnes électorales ».

En d'autres termes, ces « révolutionnaires » voudraient bien élarger eux aussi au budget de l'Etat bourgeois, baptisé pudiquement « aide publique » !

Le prolétariat et l'« État-pied noir » d'Israël

Au moment où les impérialistes européens cherchent à mettre en place un nouveau pare-feu face aux éventuelles réactions des masses exploitées du Moyen-Orient à la paix israélo-égyptienne qui livre ouvertement les Palestiniens à l'Etat d'Israël, il est utile de rappeler comment le prolétariat révolutionnaire considère la question d'Israël et quelle perspective il donne à la magnifique révolte des masses palestiniennes exploitées.

La pénétration directe de l'impérialisme dans le Croissant fertile date du démembrement de l'empire ottoman. L'impérialisme anglais a bien aidé à lever le drapeau du panarabisme comme arme anti-ottomane au sortir de la première guerre impérialiste, mais il s'était déjà partagé le butin avec l'impérialisme français : à ce dernier revenait la partie nord qui fut ensuite coupée en deux pour briser la révolte anticoloniale : Liban et Syrie ; au premier revenait le Sud également coupé en deux, la Palestine et la Transjordanie. Avec la seconde guerre impérialiste, la poussée anticoloniale a suffi à éliminer l'impérialisme français de la région, désormais disputée par les Américains aux Britanniques. La Sainte Alliance impérialiste, Russie comprise, présida à la création de l'Etat d'Israël pour se débarrasser des millions de juifs martyrisés en Europe centrale, et en faisant de ces populations un instrument au service des desseins impérialistes anglo-saxons, dont l'Amérique sera après 1956 la seule bénéficiaire.

D'un point de vue politique et militaire, Israël est un *Etat-mercenaire* qui poursuit une double tâche : d'abord protéger les voies d'approvisionnement de l'Occident en pétrole, ensuite maintenir l'ordre impérialiste dans la région en combattant les tendances unificatrices de la vague d'émancipation anti-impérialiste du monde arabe. Il est clair qu'aujourd'hui Israël n'est plus le seul gendarme et que tous les Etats arabes, même les plus « progressistes », savent parfaitement fai-

re le coup de feu contre les masses exploitées, comme l'a démontré l'intervention contre-révolutionnaire de la Syrie au Liban ; cela réduit l'intérêt que présente Israël pour l'impérialisme, au moment où les Etats arabes prennent, eux, de plus en plus d'importance.

D'un point de vue social, Israël est le prototype de l'*Etat colonial*, et si l'expropriation sanglante des populations palestiniennes est pratiquement achevée, l'Etat est aux mains d'une véritable caste bourgeoise-coloniale, protégée par le *privilege sioniste* couronné par le droit qui lie la nationalité... à la religion juive !

40 % des Palestiniens, soit un million et demi environ, vivent en Israël ou à Gaza et en Cisjordanie. Moins de 10 % d'entre eux sont encore attachés à la terre, et plus de 60 % de ceux qui ont la chance d'avoir un travail sont ouvriers dans l'agriculture, le bâtiment et, de façon secondaire, l'industrie. Ils travaillent en majeure partie en Israël et y sont soumis à une oppression barbare : ceux qui sont résidents ont théoriquement les mêmes droits que les juifs, un peu comme les Algériens avaient les mêmes droits que les Français en Algérie coloniale ! Ceux qui habitent en Cisjordanie et à Gaza n'ont même pas le bénéfice de cette hypocrisie : ils sont carrément privés de tous droits politiques et sociaux et sont soumis à une exploitation renforcée par cette discrimination en Israël et par l'état de siège permanent qui règne dans ces régions occupées, bref au terrorisme ouvert de l'*Etat-pied noir*.

Quant aux 60 % de Palestiniens qui ont dû s'expatrier dans la nouvelle *hégire*, la plupart sont des ouvriers. Dans les pays du Golfe, ils représentent une menace constante pour la sécurité de l'approvisionnement des pays impérialistes en pétrole, ce qui pousse ces derniers à « trouver une solution au problème palestinien », c'est-à-dire chercher à désamorcer cette formidable bombe sociale.

Supposons que, comme le suggère désormais l'impérialisme français suivi par ces acolytes européens, l'« autodétermination » soit donnée aux Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie et que dans la meilleure des hypothèses on n'aboutisse pas à un Etat fédéré à la Jordanie mais à un nouvel Etat formellement indépendant, mais à côté d'Israël. Que cela signifierait-il ?

La majorité de la population serait bien obligée de passer la frontière tous les jours pour aller travailler en Israël et continuerait donc à subir l'oppression quotidienne du sionisme. A côté des 500.000 Palestiniens d'Israël dont la situation serait inchangée, on aurait donc un *Etat-dortoir* qui donnerait peut-être un os à ronger à la bourgeoisie palestinienne transformée en *veilleur de nuit* armé de la bourgeoisie israélienne, mais rien aux masses exploitées et pauvres, sauf, ce qui n'est évidemment pas à négliger, une raison supplémentaire de combattre aussi leur propre bourgeoisie sans se laisser paralyser par une « unité nationale » où elles ne trouveraient aucun avantage.

Il est parfaitement clair que la reconnaissance par l'ordre établi d'un Etat palestinien qui résulterait d'un « règlement d'ensemble » et non de la *victoire des armes* implique le désarmement complet des masses palestiniennes et le respect par l'OLP des frontières d'Israël, ordre qui serait garanti par les impérialismes et tous les Etats de la région contre la révolte des masses opprimées.

Imaginez que les Algériens se soient « autodéterminés » en constituant un Etat arabe qui aurait laissé subsister sur la côte un Etat-colon ! Fort heureusement, la révolution algérienne a foutu les colons à la mer ! En revanche nous avons sous les yeux de telles « autodéterminations ». L'Irlande a obtenu son indépendance

(suite page 8)

Le Zimbabwe otage de l'impérialisme

(Suite de la page 1)

armé et à la sainte alliance impérialiste, c'est que la politique criminelle des métropoles impérialistes blanches et de leur relais local, l'Etat sud-africain, soient paralysées par la lutte du prolétariat métropolitain.

L'impérialisme britannique et tout l'ordre établi international se félicitent. Tout ce beau monde n'a pas ménagé ses efforts pour briser le front de la révolte noire en Afrique australe et, finalement, amener à composer la fraction la plus radicale de la guérilla rhodésienne.

La manœuvre a jusqu'ici réussi. Mais jusqu'à quand ? Jusqu'à quand en effet, après l'ivresse de la victoire de la revendication « un homme, une voix », les masses exploitées qui l'ont conquise par la *force des armes*, et dont il n'est pas dit qu'elles se laissent désarmer sans réagir, supporteront-elles que le suffrage universel et le « pouvoir noir », auquel participent les notables et la petite-bourgeoisie noire respectent des rapports politiques et sociaux qui se perpétuent au service de l'Afrique blanche ?

Réunion publique à Paris

Vendredi 11 mars, 20 h 30
AGECA, 177, rue de Charonne
Paris-11° (M° Alexandre-Dumas)

Solidarité ouvrière
avec la lutte
des masses palestiniennes
contre l'impérialisme,
le sionisme et les Etats arabes

Que vaut un paysan surtout s'il est un indien ?

La presse française a parlé de l'occupation des ambassades étrangères à Mexico et des cathédrales d'Oaxaca et de Guadalajara effectuée pour protester contre la détention des prisonniers politiques. A notre connaissance elle n'a pas parlé de ce qui s'est passé dans le village de Zacauala dans l'Etat mexicain de Hidalgo : le massacre — la Frankfurter Allgemeine du 22 février parle du « plus grand massacre qui ait eu lieu au Mexique depuis vingt ans » — d'une quarantaine de paysans indiens, hommes, femmes et enfants, surpris dans leur sommeil et massacrés à coups de fusils mitrailleurs par une bande de grands propriétaires terriens et de cow boys.

La Frankfurter Allgemeine explique aussi que dans l'Etat d'Hidalgo les attaques des grands propriétaires contre les paysans se succèdent depuis des années. Il s'agit de chasser de la terre les paysans les plus misérables, chargés de dettes ou coupables de ne pas plier l'échine devant le patron.

Pour les Indiens qui essaient de se défendre, ces attaques se terminent régulièrement en massacres dont les auteurs, « des grands propriétaires ayant l'appui de formations de la police et de l'armée », courent toujours.

Nos intellectuels et autres « humanistes » qui versent des larmes pour les Sakharov et consorts de tous les pays ne prêtent aucune attention aux drames dont les campagnes de toute l'Amérique Latine, entre autres, sont régulièrement le théâtre.

Des paysans ? Pouah ! Des peones et Indiens, par dessus le marché !

Afghanistan : variations trotskystes sur le thème de la « défense de l'URSS » (2)

Au début de cet article (Le Prolétaire n° 308), nous disions que la théorie de la « défense de l'URSS » constitue, chez les courants trotskystes, une variante de l'intermédisme, de la théorie des étapes « intermédiaires » caractéristique de l'opportunisme. Dans la question de l'Afghanistan, la théorie commune a été appelée à justifier des prises de position différentes, déterminées notamment par les rapports que ces différents

courants centristes entretiennent avec les différentes branches de l'opportunisme de droite, social-démocrate ou post-stalinien. Ceci a été illustré à travers l'attitude de la Tendance Spartaciste Internationale et, à l'opposé, du Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale, dominé par les lambertistes du CORQI.

Quant à l'attitude de la IV^e Internationale — dont le suivisme est moins univoque que celui du CORQI — elle devait nécessairement refléter les ambiguïtés de sa position face aux divisions des différents PC nationaux. Le Secrétariat Unifié s'est partagé devant la question (1), et la résolution majoritaire, qui représente un compromis entre les différentes tendances de la IV^e, est un chef-d'œuvre de contorsionisme (*Inprecor* n° 69, 7-2-1980).

Le problème, pour le SU, était de « choisir son camp » impérialiste tout en expliquant que « les marxistes révolutionnaires [...] se placent dans le camp des masses laborieuses » et « sur le terrain de la lutte de classe internationale, de l'organisation propre des ouvriers et des paysans, ce qui rompt radicalement avec toute la politique de la bureaucratie du Kremlin ». Il s'en tire de deux manières.

D'abord en mettant en place — bien que l'argument ne soit jamais avancé de façon explicite — la traditionnelle distinction entre « ennemi principal » et « ennemi secondaire », combinée avec celle tout aussi classique et antimarxiste, entre « agresseur » et « agressé ». C'est ainsi que la Déclaration commence par une longue analyse de l'arriération de l'Afghanistan, des réformes introduites par le PDPA — réformes que « seule une mobilisation des masses pourrait faire avancer », mais réformes tout de même et que donc « nous soutenons » —, de l'« attaque des

forces réactionnaires » internes, bientôt appuyées par les USA, qui organisent leur « redéploiement dans la région », « ce qui éclaire à son tour la nature de classe (!) de la guerre civile qui se déroule dans le pays ». Dès lors, l'explication de l'intervention russe tend entièrement à présenter l'URSS comme en position défensive par rapport aux USA et aux « régimes réactionnaires » qui l'entourent : « La bureaucratie soviétique est avant tout intéressée à défendre son pouvoir et ses intérêts propres. Dans ce sens, elle attache une grande importance non seulement à la défense de la sécurité militaire des frontières de l'URSS, mais aussi dans le cadre de sa politique de coexistence pacifique, à la stabilité de la région [...]. Les développements de mobilisations anti-impérialistes et les manœuvres de Washington dans la région vont rompre les équilibres d'ensemble et contraindre la bureaucratie à agir pour restaurer une situation à son avantage dans cette zone d'influence privilégiée ».

Le deuxième tour de passe-passe du SU consiste dans la distinction subtile qu'il opère entre les intentions et les « méthodes » de la « bureaucratie » (et accessoirement du PDPA), d'une part, et les résultats « de fait » de leur politique, d'autre part. Les premières font que le SU refuse — en paroles — « le moindre soutien politique à cette intervention [...], qui frappe les forces conservatrices, mais

ne vise pas le moins du monde à favoriser l'action indépendante des masses » (1) et « introduit une confusion extrême (!) dans le prolétariat mondial ». Mais les « résultats de fait » (la religion du fait accompli, celle de l'opportunisme de tous les temps !) font qu'ils « rejettent dans cette guerre toute attitude de neutralité : dans la mesure où l'armée soviétique se trouve,

(suite page 8)

(1) Il en va de même pour la LCR, dont le CC n'a adopté la résolution internationale officielle qu'à une courte majorité, sa « gauche » et la tendance provenant de l'OCT votant contre. Des deux résolutions minoritaires du SU, l'une (du SWP) proposait de « participer aux mouvements de protestation contre les mesures prises par les impérialistes américains et leurs alliés contre la révolution afghane et l'URSS », l'autre (de l'IMG de Tariq Ali) de « prendre part et d'impulser les actions de pression politique du mouvement ouvrier et anti-impérialiste sur l'URSS, pour un retrait immédiat des troupes soviétiques d'Afghanistan », tout en combattant « toute forme de boycott de l'URSS » et en s'opposant à « toute argumentation du type de celles qui la qualifient d'impérialiste » (*Inprecor* n° 70). La résolution majoritaire, elle, tient davantage ses distances, au moins verbalement, vis-à-vis des deux tendances du « communisme » hégémonique internationalement, en s'efforçant de suivre les deux lièvres à la fois : ce que le centrisme appelle « garder son indépendance »...

L'I.C. et la jeunesse

« Le caractère de classe de la société capitaliste est particulièrement marqué dans la situation actuelle de la jeunesse et dans sa position sociale. La jeunesse est divisée en deux camps : la jeunesse de la classe opprimée et la jeunesse de la classe dominante qui n'ont rien de commun, tout comme la classe exploitée n'a rien de commun avec la classe des exploités. [...] Un signe caractéristique de la situation insupportable où se trouve la jeunesse ouvrière dans la société capitaliste, c'est l'utilisation que l'on fait de la jeunesse contre les travailleurs adultes auxquels elle est liée par sa situation de classe par la communauté de misère et de sang. [...] Les efforts de la bourgeoisie pour affaiblir intellectuellement la jeunesse ouvrière, sont intimement liés avec l'assujettissement économique de cette dernière. L'école bourgeoise donne aux jeunes le peu de connaissances qui leur est nécessaire pour être des esclaves capables et serviles du capitalisme à l'usine, à l'armée et dans la vie politique. » (Projet de programme adopté au 3^e Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes, 1924.)

Travail, famille, patrie

On sait depuis belle lurette que, pour le PCF, être un bon ouvrier, un bon patriote calme et responsable, était devenu le devoir de tout travailleur. Mais l'esprit « Travail, Famille, Patrie, Morale » n'épargne pas l'organisation de Jeunesse du PC. Dans son discours lors du Congrès des JC à Vitry, le toujours jeune bonzillon en chef Zarka déclarait : « [Il faut combattre] l'absentéisme sous toutes ses formes, la dégradation volontaire des édifices ou du matériel scolaire ou... la fraude aux examens ».

Deux conditions pour être aux JC : Aimer son pays et être premier en classe !!!

Les JCR à la remorque du réformisme

De par la précarité extrême de sa situation économique et son potentiel de combativité, la jeunesse prolétarienne a toujours fait l'objet d'une attention soutenue de la part des révolutionnaires. Mais elle constitue aussi un terrain où les groupes centristes tentent de faire pénétrer leur politique, c'est-à-dire de construire un pont entre cette partie combative du prolétariat, poussée à l'affrontement avec la bourgeoisie, et le réformisme, ce qui, de fait, revient à tenter de paralyser les réactions de la jeunesse ouvrière à la politique opportuniste.

La volonté de combler le fossé séparant les ennemis de classe est particulièrement évidente dans le programme des JCR (Organisation de jeunesse de la LCR), tel qu'il est formulé dans leur Manifeste.

Ce qui frappe à la lecture de ce texte c'est la volonté de s'adresser à la jeunesse en général, sans aucune délimitation de classe. Bourgeois ou pas, exploité ou pas, ce qui compte c'est d'être jeune ! Alors que les antagonismes entre les classes se renforcent, que la haine du flic et du bourgeois parmi la jeunesse prolétarienne n'a pas encore eu le temps d'être anesthésiée par l'opportunisme, alors que les conditions de vie de la jeunesse exploitée sont devenues insupportables, ces gens parlent de la jeunesse en général, en niant, ou en cachant le fait que la jeunesse est divisée en deux camps aux intérêts antagoniques et qu'il n'y a absolument rien de commun entre les conditions d'existence de jeunes prolétaires qui s'emmerdent et qui se font tirer dessus à coups de fusil, et les fils de bourgeois. C'est justement une des fonctions de l'opportunisme de nier les différences de classes en parlant des jeunes

en général, des femmes en général, du peuple en général, de la révolution en général, alors que pour le marxisme il n'y a et il ne peut y avoir aucun secteur de la société qui ne soit traversé par la lutte des classes, ou qui soit placé au-dessus des classes.

Dans le Manifeste des JCR, cela se traduit par un catalogue de thèmes où se côtoient les lois Bonnet-Stoléro, le nouveau permis moto, etc., indépendamment de tout critère de classe. Ce sont en effet des principes interclassistes et non marxistes qui animent les JCR, et de tels principes se trouvent renforcés par une agitation des thèmes habituellement défendus par l'opportunisme, ceux qui ont été mis en évidence par exemple à l'occasion de la lutte des lycéens contre la réforme Beullac. Ces thèmes chers au PCF consistent entre autres dans « le droit à la qualification professionnelle et à l'emploi », la « lutte contre le démantèlement de l'Education Nationale », « le droit à la culture », la « défense du service public ». Ces revendications n'ont rien à voir avec les intérêts du prolétariat et, qui plus est, elles sont présentées comme une solution au chômage.

S'il est vrai qu'individuellement, une formation plus poussée peut permettre momentanément d'éviter le chômage, cela reste absolument faux d'un point de vue collectif. C'est le vieux principe petit-bourgeois de la démerde individuelle, la négation du sentiment d'appartenir à une classe. « Le droit à la formation » ne peut répondre qu'à des préoccupations de couches sociales qui mènent un combat d'arrière-garde et qui demandent la stabilité, la sécurité d'existence à un système qui repose justement sur l'insta-

bilité permanente. Agiter de tels mythes au sein de la classe ouvrière a pour conséquence de renforcer encore les illusions déjà développées par le réformisme, à savoir que, sous le capitalisme, on peut malgré tout s'en sortir.

Ceci est particulièrement évident dans le supplément de *Barricades* consacré aux LEP, et qui donne « dix raisons de combattre la réforme Beullac ». Disons tout de suite qu'elles sont plus réactionnaires les unes que les autres ! Par exemple, les JCR refusent la réforme parce qu'elle « développe le contrôle patronal sur l'enseignement » et qu'elle « entame la remise en cause de l'Education nationale comme service public ». Comme si la bourgeoisie pouvait être assez stupide pour se passer de l'instrument totalitaire de corruption, d'intoxication et de dressage de la jeunesse prolétarienne qu'elle s'est donné ! L'école bourgeoise, même sous la forme de « service public », n'est pas seulement un lieu de diffusion de l'idéologie bourgeoise en général, elle est un instrument d'exaltation du pacifisme social, du chauvinisme et de l'impérialisme, tout comme la télévision, la presse et le cinéma.

Comme on peut le voir, les positions de la LCR n'ont rien à voir avec la défense réelle de la jeunesse prolétarienne. D'ailleurs il n'en est jamais question, pas plus que de la volonté de préparation révolutionnaire de la jeunesse. Contre le chômage, les JCR ne se contentent pas d'avancer le vieux mythe petit-bourgeois des bonnes études, elles rêvent de faire prendre en charge la lutte contre le chômage par un gouvernement qui « se réclame de la défense des travailleurs ». Comme leurs aînés, les JCR se font les rabatteurs du réformisme !

Défense de la femme prolétaire

Les communistes, l'avortement et le divorce

(suite de la page 1)

publique et que cette condition exige à son tour la suppression de la famille conjugale en tant qu'unité économique de la société » (Origine de la Famille, Editions sociales, p. 82).

A la suite d'Engels et de Lénine nous ajouterons : Que peut signifier la liberté de divorce pour l'ouvrière réduite au chômage ou à un salaire de misère ? Et l'on sait, de même, que dans les pays où le droit à l'avortement et à la contraception leur est reconnu, une grande majorité des femmes (bien sûr, essentiellement des travailleuses) restent, selon toutes les statistiques, ignorantes des possibilités qui leur sont, en principe, ouvertes.

Mais même dans l'égalité et la liberté formelles, le capitalisme ne peut pas être conséquent. En tant que promotrice des libertés individuelles, la bourgeoisie institua le mariage contractuel qui, dans la logique même du droit bourgeois, suppose l'égalité des deux parties et la possibilité de résiliation pour chacune d'elles. Le principe démocratique prête à chacun le droit absolu de disposer de sa personne et de son corps, selon une conscience supposée souveraine. La peur de remettre en cause ce pilier de l'ordre social qu'est la structure familiale fait qu'elle reste accrochée à un archaïsme barbare, hérité des sociétés passées.

Malgré cela la bourgeoisie ne peut empêcher le développement des forces productives de porter des coups mortels à la structure familiale en supprimant, du fait de leur socialisation progressive, la raison d'être de la propriété privée et de l'héritage, et surtout en réintroduisant le travail social de la femme. La contradiction aiguë qui en résulte entre travail social et travail domestique, contradiction rendue insoutenable pour les travailleuses du fait de la misère et de l'exploitation

quotidienne, engendrent nécessairement des phénomènes sociaux tels que l'avortement ou la dissolution des mariages, et ceci quelles que soient les lois répressives mises en place.

C'est parce qu'elle en prend conscience à ses dépens que la bourgeoisie est, à échéance, amenée à libéraliser un système juridique et pénal devenu si anachronique et contradictoire avec la réalité qu'il devient davantage facteur de désordre que d'ordre. Il s'agit alors pour elle d'essayer de contrôler ce qu'elle ne peut empêcher. « Lorsqu'une trop grande distance s'établit entre la loi et la pratique, déclarait Simone Veil lors du dernier débat parlementaire sur l'avortement, n'est-il pas du devoir du législateur défenseur de la loi d'en prendre acte. Ceux qui ont cru devoir maintenir dans leur pays un système exclusivement répressif, doivent maintenant affronter désordre, révolte et anarchie ». Inutile de préciser qu'au cours du débat, opposants et partisans de la loi se battaient sur le meilleur moyen de sauvegarder la famille et de défendre l'intérêt national.

Car les forces politiques qui s'affrontent sur ce terrain ne se distinguent pas sur le fond. L'opportunisme, qui présente les réformes comme autant d'étapes vers une démocratie « véritable », solution prétendue à toutes les oppressions, trotte dans les faits misérablement derrière la bourgeoisie, n'avançant ses revendications que dans la mesure et jusqu'au point où celle-ci le lui permet. Les féministes paraissent trancher sur les autres courants parce qu'elles sont capables, dans une certaine mesure, de mener des luttes réelles contre les lois répressives et discriminatoires, mais elles sont incapables d'en comprendre les limites puisqu'elles nient le fondement économique de l'oppression féminine, si bien qu'elles tom-

bent finalement dans la même perspective démocratique et réformiste.

C'est, bien sûr, d'un point de vue totalement différent que se placent les communistes. Aux illusions démocratiques et réformistes ils opposent leur perspective de l'émancipation féminine : la révolution prolétarienne, dans la perspective du remplacement du mercantilisme par la socialisation de la production et de l'échange, de l'intégration dans la grande économie communiste de l'économie domestique, de la disparition de la famille et du mariage, tandis que les rapports entre les sexes, pour la première fois libérés des impératifs économiques de la production et de la reproduction, prendront un caractère exclusivement privé.

Quand ils se battent pour la liberté de divorce ou d'avortement, c'est en premier lieu pour soulager les femmes travailleuses de ces « superbrimades », selon le terme de Lénine ; c'est ensuite parce que l'obtention de ces libertés, clarifiant la nature réelle de l'oppression féminine, déblaye par là même le terrain de la lutte des classes ; c'est enfin parce que l'unification du prolétariat exige la lutte contre toutes les discriminations en son sein et qu'aucune solidarité réelle n'est possible si les prolétaires hommes ne luttent pas pour l'égalité la plus complète entre les sexes et contre les lois répressives qui oppriment leurs compagnes.

Sur un terrain où l'interclassisme fleurit d'autant plus facilement qu'on y soulève des revendications qui intéressent plusieurs classes, les communistes se situent, eux, du strict point de vue des exigences de la lutte prolétarienne et de la révolution. Ce faisant, ils sont les seuls à se battre sans restrictions pour ces mesures, les seuls à pouvoir les réaliser de façon radicale, comme l'a prouvé l'exemple de l'Octobre Rouge.

La LTF et la libération de la femme

La LTF (Ligue trotskyste de France) n'a pas hésité à diffuser, à l'occasion du 8 mars, un tract intitulé : « la libération des femmes et l'armée rouge en Afghanistan » où elle affirme : « Le conflit en Afghanistan est pratiquement la première véritable guerre où l'oppression des femmes a été la question sociale centrale. Rien de moins !

On aura tout vu : les femmes libérées par la soldatesque coloniale en campagne !

Le Prolétaire
Suppl. SUISSE

15 nov. 79 - 15 avr. 80

- Contre tous les fronts impérialistes ! Pour la guerre de classe internationale contre le Capital !
- L'ex-gauchisme à l'épreuve des faits
- PSS, USS, valse des initiatives
- Pour sauver l'économie nationale
- Le bulletin de vote : un puissant amortisseur de la lutte de classe
- Une nouveauté contre-révolutionnaire
- Partout le capital assassine
- Compte rendu des réunions publiques
- Hongrie
- Genève, comité action - réponse

Le Prolétaire
Suppl. BELGIQUE

(fév. 1980)

En français

- Afghanistan : à chacun son camp
 - Les leçons de la grève 60-61 (fin)
 - Notes politiques :
La fausse polémique du CCI
Le nucléaire : quel danger ?
Rêve du PCB sur la démocratie
 - Notes syndicales
 - Vie du Parti : réunion de lecteurs
- En néerlandais
- Le principe démocratique

Violence, dictature, terreur, armes plus que jamais indispensables de l'émancipation prolétarienne

« Dans la conjoncture actuelle, créée dans le monde entier, et surtout dans les pays capitalistes les plus avancés, les plus puissants, les plus éclairés, les plus libres, par le militarisme, l'impérialisme, l'oppression des colonies et des pays faibles, la tuerie impérialiste mondiale et la « paix » de Versailles, la pensée d'une paisible soumission de la majorité des exploités aux capitalistes et d'une évolution pacifique vers le socialisme, n'est pas seulement un signe de médiocrité petite-bourgeoise : c'est aussi une duperie, la dissimulation de l'esclavage du salariat, la déformation de la vérité aux yeux des travailleurs. La vérité est que la bourgeoisie la plus éclairée, la plus démocratique, ne recule pas devant le massacre de millions d'ouvriers

C'est ainsi qu'il y a soixante ans, s'exprimaient les délégués des jeunes partis communistes réunis à Moscou, dans les thèses rédigées par Lénine sur les Tâches principales de l'Internationale communiste.

Depuis ces années glorieuses, le prolétariat battu a dû abandonner le bastion avancé de la dictature internationale qu'il tenait. Mais en Russie, bien que son détachement victorieux ait péri d'une longue agonie due à l'isolement et à l'étouffement, la contre-révolution ne fut pas pacifique : le stalinisme massacra toute la vieille garde bolchevique dans les années trente. Depuis, la boucherie de la première guerre impérialiste a été dépassée par l'holocauste de la seconde, et la « paix » de Versailles enfouie par le brigandage et la piraterie impérialiste des accords de Téhéran, Yalta et Potsdam.

Depuis, une formidable vague d'émancipation bourgeoise, antiféodale et anti-impérialiste, a libéré l'essentiel des continents « arriérés » du joug colonial direct de l'impérialisme. Mais la domination politique moderne de l'impérialisme, celle qui résulte de la puissance économique, financière et militaire des capitalistes les plus forts sur les plus faibles, n'a jamais atteint un degré aussi élevé : même des Etats impérialistes comme ceux d'Europe sont désormais eux-mêmes devenus vassaux, et les vaincus de la deuxième guerre mondiale sont toujours militairement occupés.

Jamais l'impérialisme n'a été aussi tyrannique, jamais non plus le militarisme n'a été aussi bestial : si en 1914, l'antagonisme se déchaîna au sein de l'Europe entre l'Allemagne et l'Angleterre, les effectifs militaires de toute l'Europe (celle de l'Est comprise) équivalaient à peine à ceux de la seule Russie aujourd'hui, et ses dépenses militaires dépassaient à peine de moitié celle des deux « super-puissances » actuelles. De plus, le militarisme a gagné le monde entier : si la France et l'Angleterre se disputaient en 1920 le Moyen-Orient, les jeunes Etats qui sont nés en les chassant de cette région

et de paysans à seule fin de sauver la propriété privée des moyens de production. Le renversement de la bourgeoisie par la violence, la confiscation de ses propriétés, la destruction de son mécanisme d'Etat, parlementaire, judiciaire, militaire, bureaucratique, administratif, municipal, etc., jusqu'à l'exil ou l'internement de tous les exploités les plus dangereux et les plus obstinés, sans exception, l'exercice sur leurs milieux d'une stricte surveillance pour la répression des tentatives qu'ils ne manqueraient pas de faire dans l'espoir de restaurer l'esclavage capitaliste, telles sont les mesures qui peuvent seules assurer la soumission réelle de la classe entière des exploités.

dépensent aujourd'hui autant pour leurs armées que les deux vieux impérialismes réunis. Et la seule Chine fait bien mieux encore !

Et que dire de la violence concentrée par ces armées ! S'il fallut en 1943 aux Anglais 17.000 passages d'avions sur Hambourg pour dévaster la ville, un seul bombardier américain et son escorte suffirent en 1945 pour détruire Hiroshima. Aujourd'hui les supergrands et les moins grands s'enorgueillissent de disposer dans leurs arsenaux nucléaires d'une puissance équivalente à 1,5 million de bombes Hiroshima, avec lesquelles ils mettent sous le joug les nations les plus petites et les classes exploitées de tous les pays...

N'empêche ! Jamais « la pensée d'une paisible soumission de la majorité des exploités aux capitalistes et d'une évolution pacifique vers le socialisme » n'a été assénée plus puissamment par la propagande des partis soi-disant « ouvriers », social-démocrates ou national-communistes, qui se révèlent ainsi les plus sûrs défenseurs de l'ordre établi. Quel atout pour la bourgeoisie que de pouvoir disposer, outre la terreur, de l'appui total des larbins qui s'attachent à montrer que la seule manière de se défendre contre la société capitaliste, ce n'est pas de la détruire, mais de s'y soumettre !

Mais voilà, la misère et les antagonismes provoqués par le capitalisme lui-même entraînent inévitablement une succession de conflits ouverts où le vainqueur est celui qui concentre le plus de moyens de pression et peut briser l'adversaire. C'est la raison pour laquelle le pacifisme n'a pas davantage empêché la seconde guerre impérialiste que la première. C'est la raison pour laquelle le légalisme et le pacifisme social n'ont jamais empêché la guerre civile. Mais ils privent les masses exploitées et opprimées de leur force en les paralysant devant un adversaire déterminé.

Les appels à la « non-violence » ont-ils permis la décolonisation sans violence de l'Inde ? Non : ils ont permis aux impérialistes anglais de s'esquiver en douceur

et aux classes dominantes de recueillir le pouvoir au prix d'une moindre transformation sociale ; et la violence des masses, au lieu de détruire radicalement les vieux rapports sociaux, s'est déchaînée dans le heurt stérile entre musulmans et hindous. La théorie de la « non-violence » a stérilisé et détourné la violence révolutionnaire : elle est bien au service de l'ordre établi.

Les appels à la légalité, ne serait-ce que pour éliminer des restes archaïques, ont-ils empêché l'affrontement sanglant à Santiago en 1973 ? Non : ils ont livré les prolétaires sans armes au cannibalisme de l'ordre bourgeois-impérialiste. Le refus de la guerre civile a-t-il évité l'insurrection à Téhéran en 1979 ? Non, mais il a empêché son organisation systématique et la possibilité de détruire grâce à elle l'Etat bourgeois qui continue aujourd'hui à réprimer les minorités nationales et la classe ouvrière sous un habit plus populaire.

.*

Pour ne pas avoir à combattre de front dans le premier après-guerre la sympathie des masses ouvrières d'Europe pour la révolution russe, les chefs ouvriers sociaux-démocrates, qui venaient de justifier par ailleurs la barbarie militariste par la défense de la démocratie et de la civilisation, feignirent d'excuser en quelque sorte l'usage de la violence, de la dictature et de la terreur en Russie par leur caractère antiféodal et par l'arriération de ce pays. Mais bien entendu ces méthodes devaient être bannies dans l'Occident « avancé », « civilisé » et démocratique. Cela a-t-il empêché la classe ouvrière de prendre les armes en Allemagne, en Hongrie, en Italie et même plus tard en Espagne ? Non, mais cela l'a politiquement désarmée et livrée à la dictature ouverte et fasciste là où la dictature voilée de la démocratie s'était avérée incapable de contenir les antagonismes de classe.

Aujourd'hui, les petits-fils de Staline et de ceux qui ont livré l'Internationale de Lénine à l'adversaire dans la deuxième boucherie impérialiste reprennent la même idée : l'insurrection violente, la dictature, la terreur étaient valables hier en Russie car le prolétariat y était faible, mais aujourd'hui où il est la majorité de la population, alors, ce serait différent ! Comme si la bourgeoisie allait se laisser déposséder de ses privilèges de classe parce que le prolétariat le lui demanderait gentiment par un vote !

Que l'on pense aux luttes d'émancipation coloniale de ces trente dernières années. Les bourgeoisies impérialistes ont opposé la plus impitoyable barbarie aux révoltes, aussi bien en Algérie qu'au Vietnam ou en Indonésie. Il ne s'agissait pourtant que de réduire leurs privilèges politiques et sociaux au profit de jeunes et nouvelles bourgeoisies. Est-il pensable que leur résistance diminue lorsque c'est le prolétariat qui se dressera, et cette fois non plus pour réduire ces privilèges, mais pour les détruire ?

Que l'on pense à l'effort gigantesque déployé dans les pays industrialisés et hyperdémocratiques de l'Ouest comme dans les faux socialismes de l'Est pour réformer l'Etat, unifier encore des bureaucraties, des armées et des polices sans cesse grandissantes, et pour mettre en place des législations permettant de passer du jour au lendemain à l'état de siège. Et ce alors que la paix sociale la

plus étouffante règne encore ! La moindre révolte individuelle d'un terrorisme romantique à la Baader sert de prétexte au déchaînement hystérique de toute cette machine étatique, avec l'appui total de toutes les forces démocratiques et des faux partis « ouvriers ». Peut-on sérieusement imaginer que cette rage de l'ordre diminuera lorsqu'un coup d'épingle du terroriste individualiste succèdera le coup de bélier de la classe ouvrière, quand la poussée matérielle de la crise fera voler en éclats la division organisée, les amoncellements des « garanties sociales » et vaincra la torpeur provoquée par l'opium démocratique et réformiste ? D'ailleurs les coups de tête des prolétaires polonais ont déjà forcé l'Etat à le montrer.

Que l'on pense aussi à quel point les jeunes bourgeoisies, et même les plus « radicales » du point de vue anticolonial, ont appris de leurs aînées impérialistes à se donner un Etat hypercentralisé et des moyens de répression tout à fait à la page, pour emprisonner la classe ouvrière dans des syndicats « nationaux » devenus des rouages de l'Etat manié par un parti unique, pour priver la classe ouvrière de la liberté de mouvement conquise dans la bataille d'émancipation nationale ! Là aussi seule la naïveté petite-bourgeoise ou l'intelligence avec l'ennemi de classe peuvent prêcher contre le besoin qu'a la classe ouvrière de détruire par la violence ces nouveaux Etats.

Dans ces pays aussi, la théorie du « passage pacifique au socialisme » est servie à la classe ouvrière. La démocratie petite-bourgeoise et anti-impérialiste, qu'elle soit issue de la matrice stalinienne, maoïste ou simplement national-démocratique, est prête à justifier l'usage de la violence, de la lutte armée contre l'impérialisme et les vieilles classes, mais la refuse dans « les luttes entre les classes au sein du peuple ». Elle rejoint ainsi la vieille tradition déjà en vigueur dans les pays de vieux capitalisme, selon laquelle seule la violence démocratique, et populaire, au sens d'un « bloc de classes », et donc bourgeoise, est légitime : tandis que la violence des classes exploitées contre l'Etat national-bourgeois serait, elle, illégitime ! Aujourd'hui où la classe ouvrière des pays de jeune capitalisme se met en mouvement pour résister à l'exploitation capitaliste, c'est avec le sang des prolétaires de Tunis, Cordoba, Lima ou de Bombay, et récemment du Caire et Izmir, que se réaffirme le besoin d'opposer la dictature et la terreur prolétariennes à la terreur et à la dictature des bourgeoisies nationales et de l'impérialisme.

Aujourd'hui comme hier, l'Etat national aussi démocratique et populaire qu'il soit n'est que l'organisation des bandes armées au service de la bourgeoisie et sa puissance repose sur le désarmement des grandes masses de la population. Cet Etat exprime, quelle que soit sa forme, parlementaire ou militaire, pluraliste ou non, la dictature des classes dominantes, la centralisation de leur violence et leur défense armée. Il ne peut être conquis graduellement et pacifiquement, mais doit être brisé par la violence insurrectionnelle et remplacé par la dictature de la seule classe exploitée capable de faire avancer l'histoire, le prolétariat. Le prolétariat utilisera son pouvoir pour briser par la terreur révolutionnaire la résistance des classes vaincues, pour mener la guerre révolutionnaire jusqu'à la victoire décisive dans les principaux pays impérialistes, et une fois sa dictature internationale consolidée, pourra se lancer en grand dans la transformation communiste de la planète entière.

Tels sont les principes que proclamait la III^e Internationale. Tels sont les principes que confirme dramatiquement la marche de la société, même après que la III^e Internationale ait été dénutrée et détruite et le prolétariat révolutionnaire écrasé et démembré. C'est en les empoignant à nouveau que pourra grandir et vaincre le parti de la prochaine vague révolutionnaire mondiale.

Le prolétariat et l'« Etat-pied noir » d'Israël

(suite de la page 3)

mais les protestants ont conservé leur bande de terrain et tous leurs privilèges : l'oppression continue, ainsi que le renforcement de l'armée anglaise contre les Irlandais et contre la classe ouvrière anglaise, mais, heureusement, la révolte irlandaise continue elle aussi ! L'Afrique du Sud donne l'« autodétermination » aux Bantoustans et même la Rhodésie devient noire, mais tant que l'Afrique du Sud blanche restera en place, la Rhodésie noire sera son esclave. Et c'est une solution de ce type que l'OLP accepte désormais, en mettant comme seule condition à la « reconnaissance de l'Etat d'Israël », la reconnaissance par Israël d'un tel Etat palestinien.

L'oppression coloniale perpétuée par Israël dans la région ne peut prendre fin que par la destruction totale du privilège juif auquel est indissolublement lié l'Etat d'Israël, et avec la naissance sur ses ruines d'un Etat qui supprime toute discrimination fondée sur la religion, la race ou la nationalité. La destruction de ce

privilège inséparable de l'oppression nationale et religieuse des populations palestiniennes est la condition indispensable à l'unification de la classe ouvrière de toute la région du Moyen-Orient, mais aussi de la classe ouvrière du Moyen-Orient et des métropoles impérialistes d'Europe, de Russie et d'Amérique.

Les bourgeoisies arabes et la bourgeoisie palestinienne en particulier ont définitivement renoncé à remettre en cause l'ordre impérialiste et son pilier sioniste. Ce qu'elles cherchent, c'est seulement à donner à cet ordre une forme viable.

La révolte des masses exploitées palestiniennes et arabes doit inéluctablement s'affronter à l'Etat d'Israël et désormais pour cette raison même à tous les Etats arabes en place, aussi progressistes qu'ils se disent. De cette lutte naîtra la République Ouvrière et Paysanne du Moyen-Orient qui en finira non seulement avec le privilège juif, mais avec les privilèges de toutes les classes dominantes de la région.

Cette lutte est la lutte de la classe ouvrière du monde entier.

Questions de la lutte économique et syndicale

Le besoin de la lutte contre toute entrave au droit de grève

(Suite de la page 1)

de l'automne 79 — comme l'avait déjà fait Renault pour l'occupation de l'usine du Mans.

Au lieu d'appeler les travailleurs à la défense de leurs armes de classe dans leur intégralité, la CGT — on ne s'en étonnera pas — s'est aussitôt placée sur le terrain de l'adversaire, protestant de son sens des responsabilités, jurant qu'elle n'avait pas appelé à des actes illicites, que s'il y avait eu entrave à la liberté du travail, c'était le fait d'individus, et non de l'honorable centrale! C'est ce que demande le tribunal, qui reproche seulement à la CGT de n'avoir pas fait le pas supplémentaire qui consiste à faire la police elle-même, puisque « en sa qualité d'instigatrice, [elle] devait s'opposer aux agissements illicites et aux abus de droit » (rapporté par *Le Matin* du 8-3-80) : ce qu'elle a su si bien faire justement à Alstom, en chassant les « éléments extérieurs » des piquets de grève, et en menant dans l'usine occupée une véritable enquête policière dont les résultats furent docilement apportés au commissariat, ce dont la justice bourgeoise devrait bien lui savoir gré.

Qu'on ne s'y trompe pas en effet : si les syndicats semblent atteints dans l'affaire, le but de l'opération, en France comme en Allemagne et en Grande-Bretagne, est bien de les encourager dans leur mission de saboteurs de grèves, et de leur donner un moyen supplémentaire de pression et de chantage sur les gènerus qui refusent de se laisser dicter par l'ennemi les conditions de la guerre.

Patrons et bonzes s'intéressent à la base

Les patrons se réjouissent officiellement d'avoir pu « assainir l'économie ». Ils y sont parvenus grâce à la baisse du pouvoir d'achat des salaires : la baisse a varié entre 2% et 5% suivant les catégories en 1979, et la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises, qui montait trop au goût de ces philanthropes et qui a recommencé à baisser avec Barre, est revenue à son niveau de 1970. Ils y sont parvenus grâce au « dégraissage » des entreprises : le chômage « officiel » après élimination des chômeurs récidivistes, après découragement des femmes qui restent au foyer, des jeunes qui ne cherchent plus avant le service et le retour des immigrés, s'élève à 1.390.000, et on compte pour l'année qui vient 100.000 suppressions d'emplois dans le seul bâtiment. Ils y sont parvenus par l'augmentation draconienne du rythme de travail, la généralisation du travail posté, l'« assouplissement » des horaires et l'individualisation du salaire, bref le renforcement de l'exploitation et du despotisme d'usine.

C'est au point que *Les Echos* du 11 mars se félicitent de ce que les résultats financiers en 1979 soient les meilleurs depuis six ans! Naturellement, ce résultat n'aurait pas été atteint sans la complicité des bureaucraties syndicales, qui se sont bien gardées d'opposer à cette offensive autre chose que des protestations verbales.

Cependant, une certaine inquiétude perce sous la satisfaction des capitalistes. Cette inquiétude, d'ailleurs entièrement partagée par les appareils syndicaux, est justifiée par les réactions de « la base », cette « base » d'où sont parties ces der-

nières années les poussées ouvrières, surtout des catégories que les éminents sociologues patronaux et syndicaux considéraient comme « marginales » parce que souvent moins habituées au train-train de la négociation périodique et des grèves-thermomètres programmées, souvent de petites entreprises ou de secteurs là aussi « marginaux » où les appareils syndicaux doivent se constituer ou ont peu d'expérience. Et l'ennui — pour les patrons — est que cette tendance des luttes à partir de la base s'est accentuée au moment même où une autre tendance se manifestait : celle de la moins grande sensibilité des appareils syndicaux aux pulsions de la base, conséquence de leur intégration toujours plus grande à l'appareil de l'Etat et à l'administration de l'entreprise.

D'où la « négociation permanente », la « négociation directe », le refus de la « globalisation » que la CGT a fini elle-même par accepter, l'effort toujours plus grand du patronat et des syndicats pour détecter les « poussées basistes » grâce à un « tissu de négociations à tous les niveaux » et constituer de nouveaux systèmes de défense mettant autour de ces poussées locales des cordons sanitaires, des pare-feux, des disjoncteurs que le spontanéisme immédiatiste contribue à mettre en place lui aussi avec sa théorisation de l'action locale et de la soi-disant autonomie des luttes.

Au bout de cette évolution, il y a naturellement la nouvelle panacée des conseils d'atelier, cette recette miracle que patronat et bureaucrates syndicaux vont sortir de leur chapeau de magiciens à la première vague sociale.

Mais il y a aussi, avec la perte d'influence à la base des bureaucraties syndicales et le besoin de liquider les miettes de la prospérité et les fameuses garanties, la tendance à se passer également dans certains secteurs des syndicats en généralisant les systèmes en vigueur dans les secteurs comme l'automobile où la maîtrise est toute puissante et doit exercer le terrorisme patronal ouvert, là où la corruption individuelle et différenciée et l'armada des psychologues et autres curés modernes ne suffit pas à pousser à l'extrême la concurrence entre les travailleurs et à désamorcer toute réaction prolétarienne.

La bourgeoisie a les deux fers au feu. Même le gouvernement met en garde le patronat contre la tentation de « marginaliser » les syndicats. Même s'ils sont coûteux, les bureaucrates syndicaux sont bien utiles. Et les bureaucrates syndicaux n'ont d'autre alternative à proposer que de se prostituer davantage encore à l'entreprise et à ses exigences, bref, de faire leur travail d'amortisseur social avec plus d'efficacité, ce qui, nous en sommes convaincus, est extrêmement difficile si la bourgeoisie ne concède plus les miettes avec lesquelles ces bonzes cherchent à appâter la classe ouvrière.

Au tissu de collaboration permanente et directe entre bourgeoisie et opportunisme, les prolétaires qui veulent travailler pour leur classe doivent opposer un tissu de liens permanents entre groupes combattifs hors de l'atmosphère corruptrice de l'opportunisme, afin de faire fructifier les poussées de lutte locales, et de les fondre en une seule lutte contre la classe capitaliste et son Etat.

HR et la lutte des immigrés pour l'égalité des droits

« La situation, les problèmes spécifiques de cette fraction de la classe ouvrière doit retenir toute l'attention des communistes », écrit *l'Humanité Rouge* dans son numéro du 20 février à propos des travailleurs immigrés. Voyons donc comment HR envisage leur lutte. HR part d'une constatation : la condition de l'immigré « n'est pas seulement celle d'un ouvrier exploité, mais celle d'un ouvrier exploité qui plus est ne bénéficie pas des mêmes droits, de la même liberté, des mêmes conditions de vie du fait de sa situation de travailleur migrant ». Mais de cette constatation juste, HR tire des conclusions politiques totalement fausses et opportunistes. Quelles sont ces conclusions ?

Dans les entreprises, « travailleurs français et immigrés luttent au coude à coude pour les mêmes revendications ». Là, les ouvriers français et immigrés constituent « une seule classe ouvrière dont les intérêts immédiats et fondamentaux sont identiques et fondamentalement opposés à ceux de la classe des capitalistes ».

En revanche, continue HR, hors de l'entreprise, les travailleurs immigrés luttent pour autre chose : l'égalité des droits avec les travailleurs français. Il s'agit là d'une revendication « démocratique », donc cette lutte doit se faire « en liaison avec d'autres forces démocratiques ». Autrement dit, dans les entreprises les immigrés font partie d'une classe — la classe ouvrière —, mais hors des entreprises ils font partie du « peuple » et la participation des forces « démocratiques » est une condition indispensable de leur lutte !

Ainsi, pour obtenir l'égalité des droits avec les travailleurs français, les travailleurs immigrés devraient faire appel au PC, au PS, aux curés, et autres « humanistes » — le terme est de HR... — alors que ces forces NE VEULENT PAS que les immigrés aient les mêmes droits que les travailleurs français ! Ni le PC, ni le PS ni les autres « humanistes » ne sont pour la liberté totale de circulation des travail-

leurs immigrés et la suppression de tout contrôle de l'immigration. Ni le PC, ni le PS, ni les autres ne sont d'accord pour que tous les travailleurs immigrés aient le droit de travailler légalement en France. Ni le PC, ni le PS ne sont pour la suppression de toutes les discriminations juridiques et sociales qui font de l'immigré un travailleur à part. Vouloir lutter avec ces gens-là, c'est, en fait, rendre la lutte impossible.

« Il faut se garder, conclut HR, de la pression de formations qui, coupées de la classe ouvrière, veulent substituer au caractère démocratique de cette lutte et des formes d'organisation qu'elle revêt [les fameux cartels contre les lois Bonnet-Stoléru], un caractère de classe en prônant la présence de militants ouvriers, d'immigrés dans ces collectifs [quelle horreur !]. Il faut s'opposer fermement à cette pression qui tôt ou tard compromet le caractère démocratique de cette lutte et chasse des formations d'une grande utilité dans ce type d'action ». En fait ces « formations », comme dit HR, trahissent la lutte pour les droits des travailleurs immigrés de la même façon qu'elles trahissent les luttes de tous les travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés, dans les entreprises comme ailleurs. Tout cela, HR le sait parfaitement, et c'est en toute connaissance de cause qu'elle se fait leur auxiliaire dans la chasse au « gauchiste ». En réalité, dans la lutte pour l'égalité des droits, les travailleurs immigrés n'ont qu'un seul véritable allié : leurs frères de classe français, et le rôle des révolutionnaires est précisément de faire comprendre aux travailleurs français qu'il est de leur devoir de classe de défendre leurs revendications. Et cette lutte-là ne se mène pas par les méthodes geignardes et parlementaires des « humanistes », mais par les méthodes de lutte qui sont propres à la classe ouvrière internationale.

Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière !

Des logements invivables pour la classe ouvrière

D'après l'enquête sur le logement faite par l'INSEE en 1973 et dont les résultats sont repris dans un livre récent (M. Verret, *L'espace ouvrier*, A. Colin, Paris, 1979), la surface moyenne d'un logement ouvrier est de 67,6 m². Le nombre moyen de personnes par ménage étant de 3,6 la surface moyenne par personne dans un ménage ouvrier est de 18,6 m². Mais il s'agit là d'une moyenne. Parmi les 4.700.000 ménages ouvriers, 1.200.000, soit le quart d'entre eux, vivent dans des logements où la surface moyenne par personne est inférieure à 14 m², ce qui veut dire que 3 personnes vivent dans moins de 42 m², ou 5 personnes dans moins de 70 m² (et comme les statistiques ne donnent pas de limite inférieure il peut aussi bien y avoir 5 personnes dans 30 ou 40 m²!).

A titre de comparaison, dans un ménage de patron d'industrie, chaque personne dispose en moyenne de 32 m².

En ce qui concerne le « confort », 24 % des ouvriers n'ont pas les w.-c. dans le logement (ce chiffre s'élève à 53 % pour les salariés agricoles), 27 % n'ont ni baignoire ni douche, et 48 % n'ont pas le chauffage central (les chiffres sont respectivement 47 % et 82 % pour les salariés agricoles).

Si l'on considère la « qualité » du logement, on constate que sur 4.900.000 logements ouvriers (chiffres de 1975), 1.300.000, soit le tiers, ne sont pas à proprement parler des logements. En effet entrent dans cette catégorie les logements dits « extraordinaires » (meublés, garnis, taudis, etc.), les logements « ordinaires » mais sans cuisine, les logements avec cuisine mais situés dans des « immeubles » construits en matériaux précaires (sic), les logements avec cuisine mais situés dans des immeubles non raccordés à l'eau, etc., etc. De plus ces chiffres seraient encore plus élevés si, à côté des ouvriers actifs, on tenait compte aussi des inactifs d'origine ouvrière (retraités, pensionnés, femmes seules) et des salariés agricoles.

Mais il n'y a pas que les prolétaires qui soient mal logés. Pour l'ensemble de la population on recensait en 1975 1.800.000 logements du type de ceux décrits plus haut et 3.600.000 logements avec w.-c. extérieur. Par ailleurs ces chiffres ne rendent compte

ni de la vétusté des logements (environ 20 % d'entre eux ont été construits avant 1871, 20 % de 1871 à 1914 et 16 % de 1914 à 1948), ni de l'insalubrité de milliers et de milliers d'entre eux, ni de la ponction énorme que représente le loyer pour un salaire de prolétaire. Ils ne rendent pas compte non plus de l'enfer que constitue la vie des prolétaires dans les H.L.M. (bruit, entassement, absence d'équipements collectifs, isolement, etc.).

Pour ce qui est du logement des immigrés, la lutte des travailleurs des foyers a montré ce qu'est la vie dans ces foyers (exiguïté, cherté, absence de libertés, etc.). Pour ceux qui vivent dans des meublés, des cités de transit et des taudis (d'après une enquête réalisée en 1972, sur 100 immigrés interrogés 37 vivaient dans un meublé, 26 dans un garni, 20 dans un foyer, 6 dans une H.L.M.), la situation n'est évidemment pas meilleure.

Il y a a plus d'un siècle, Engels écrivait dans la *Question du logement* que partout la classe ouvrière est mal logée, qu'elle vit dans des logements surpeuplés et malsains et qu'il n'y a qu'un moyen de mettre fin à cette situation : « éliminer purement et simplement l'exploitation et l'oppression de la classe laborieuse par la classe capitaliste ». Le diagnostic n'a pas changé, le remède non plus.

Mais pour y parvenir, pour constituer la force capable de détruire le capitalisme, il importe de lutter aussi sur ce terrain pour la défense des prolétaires : contre les expulsions, contre le fléage, pour la baisse des loyers et l'augmentation des salaires.

Brochures «Le Prolétaire»

- La grève des travailleurs du métro
- Postiers en lutte

Les premiers pas d'un regroupement classiste à Mayenne

Le groupe **Travailleurs Unis pour la Lutte** est né fin septembre 1979 à Mayenne, mais il faut remonter à juin 78 pour comprendre comment cette naissance a été possible.

Après la fin sordide de la farce électorale de mars 78 une grève éclate dans le groupe Moulinex, et en particulier à l'usine de Mayenne. Bien que minoritaire, la grève dirigée par la section CGT s'organise avec des méthodes vigoureuses : occupation jour et nuit, appel à la solidarité, etc. Des travailleurs venus de différentes entreprises (syndiqués et non syndiqués) soutiennent activement la lutte : présence jour et nuit, en particulier lors des menaces d'expulsion par les flics ou la maîtrise, distribution de tracts, collecte, gala. La grève est cassée par les directions syndicales qui font reprendre les ouvriers usine après usine, grâce au véritable cloisonnement qu'ils ont su maintenir à l'intérieur du groupe... Mais par le soutien de nombreux travailleurs à cette lutte, des barrières ont pu tomber et des liens par dessus les limites d'entreprises et de boutiques syndicales ont pu s'établir.

En mai 1979 la municipalité de Mayenne (PS-PC) licencie deux maîtres-nageurs vacataires. Un comité de soutien s'organise pour lutter pour leur réemploi. Comme le patron qui licencie est une municipalité de gauche, le clivage parmi ceux qui avaient soutenu la grève de Moulinex se précise : les uns se rangent derrière le PS et le PC ; les autres veulent mener la lutte contre les licenciements et se retrouvent dans le comité de soutien. Celui-ci mène une agitation sur les entreprises de Mayenne et bloque les conseillers municipaux à la fin d'une réunion. Un seul des deux vacataires est réembauché provisoirement, mais les militants du comité ont appris à travers cette lutte

que les partis de gauche se comportent comme n'importe quels patrons. Le besoin de se retrouver de manière non épisodique se fait sentir, mais les conditions ne semblent pas encore mûres.

En juillet 1979 un délégué CGT d'une usine de Mayenne est licencié. L'UL-CGT lance un comité de soutien (il est probable qu'elle espérait ainsi remettre la main sur quelques brebis égarées). Tous ceux qui s'étaient regroupés lors de la grève à Moulinex se retrouvent dans ce comité et la bataille va faire rage : les militants les plus combattifs réussissent à imposer une ferme orientation de lutte ; mais au moment même de la manifestation (200 personnes) pour laquelle l'occupation de l'usine et la séquestration du patron étaient prévues, les dirigeants PC, PS, CGT désavouent ces décisions et sabotent la manifestation. C'est à ce moment qu'un flic met en scène une chute théâtrale pour pouvoir ensuite faire peser la menace sur un militant du groupe : « insultes et voies de fait »...

Après cet épisode, il apparaît clairement au noyau combattif qu'on ne peut pas compter sur les directions syndicales pour organiser la lutte. Fin septembre un bon nombre de membres du comité de soutien décident de constituer un groupe permanent : **Travailleurs Unis pour la Lutte** est né. Il est encore trop tôt pour qu'il puisse définir avec précision l'ensemble de ses tâches, mais les bases ont été clarifiées par la pratique elle-même : se regrouper par dessus les limites d'entreprises, faire circuler l'information, soutenir toute lutte. Les réunions du groupe ont lieu tous les quinze jours et rassemblent plus de trente personnes : syndiqués (CGT, CFDT, FEN), ayant des responsabilités syndicales ou non (délégués du personnel), non-syndiqués, actifs et chômeurs. Des petits groupes sont

constitués pour préparer les réunions, rédiger les tracts, approfondir des questions (prud'hommes, comité d'entreprise, grève Alsthom-Belfort). Le groupe a refusé au moment des élections prud'homa-les un tract intitulé : « Les Prud'hommes ou la lutte »... Le jour même des élections, le groupe, en liaison avec des sections syndicales, est venu demander le soutien à une grève en cours et collecter des fonds à la sortie du bureau de vote. En revanche, à Laval, les dirigeants syndicaux ont mis en place un cordon sanitaire pour empêcher la jonction avec une grève en cours.

Il est clair que le groupe **Travailleurs Unis pour la Lutte** représente une avancée très encourageante dans le sens de la reconstitution d'associations ouvrières et de la renaissance de la vie de classe. Mais il est tout aussi évident que cela a été rendu possible par un ensemble de facteurs particuliers. Il faut d'abord souligner l'importance de la chaîne des différentes luttes dont chaque maillon a constitué un pas vers l'organisation. Dans le contexte d'une très petite ville où l'on se connaît plus facilement, les regroupements sont plus rapides. Mais le facteur sans doute le plus déterminant tient au fait qu'on est dans une zone périphérique ; l'industrialisation est relativement récente : pas de tradition de lutte ouvrière, mais pas non plus de tradition de sabotage de la lutte. Les rares petits bonzes CGT n'ont aucune expérience d'un mouvement radical, l'appareil CFDT est localement inexistant. Quant aux partis de gauche, ils gèrent consciencieusement la mairie, sans même jouer (jusqu'à présent du moins) la farce des fausses querelles PC-PS. Ce n'est pas parce que la faiblesse matérielle des appareils réformistes est évidente que les prolétaires sont automatiquement combattifs et révolutionnaires.

Les idées réformistes sont là, les pratiques réformistes sont là, ... et des bonzes de l'UD un peu plus expérimentés (dont des gauchistes) peuvent venir à la rescousse ! Mais quand la lutte elle-même a poussé des prolétaires en avant, il faut toute la force centralisée et la ruse cynique des bonzes syndicaux pour briser leur élan. Force et ruse que n'ont pas les sous-bonzes locaux. Cependant les traditions de collaboration de classe, de la défense de l'entreprise, l'isolement des différentes « sections » rattachées par le seul fil des appareils syndicaux donnent malgré tout la supériorité à l'opportunisme, même s'il a pris des coups.

Cependant, même si c'est à une échelle modeste, les membres du groupe ont pu mener une petite action en direction de leurs camarades dans les entreprises. On trouve ainsi des situations très diverses : des participants isolés dans leur entreprise, d'autres qui ont un petit cercle de contacts, ou même une influence prépondérante dans leur section syndicale. Les uns et les autres peuvent trouver dans le groupe à la fois l'enthousiasme de la lutte et le guide pour pouvoir s'adresser ensuite à leurs camarades. C'est un travail long et patient, qui n'apporte pas de résultat spectaculaire, mais c'est le seul moyen juste pour lutter contre l'isolement dans lequel le front bourgeois-opportunisme cherche à enfermer le groupe. Dans le même but, le groupe cherche systématiquement à prendre contact avec les groupes de travailleurs qui tentent de briser les entraves de l'opportunisme. Dans la région en particulier, des contacts ont été établis avec les comités de chômeurs de Laval et d'Angers. Ces groupes étaient réduits à des noyaux extrêmement petits, avec une vie très limitée, mais tentaient de résister à l'effri-

(suite page 8)

Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration

Brochure

« Le Prolétaire » n° 12

La question de la lutte contre le contrôle de l'immigration, pour l'égalité totale des droits entre travailleurs, et contre les violences policières et racistes frappant la partie immigrée de la classe ouvrière, est une question permanente et cruciale, spécialement dans une métropole comme la France où une longue tradition de pillage impérialiste entretient encore, sinon des privilèges durables, du moins des sentiments ancrés de xénophobie et de chauvinisme dans de larges couches de la classe ouvrière.

Elle constitue un test pour tous les courants qui disent défendre les intérêts de la classe ouvrière, en traçant une frontière nette entre la politique de classe, internationaliste, et la politique social-chauvine, de collaboration de classe, mais aussi en disqualifiant tous ceux qui prétendent mélanger, d'une façon ou d'une autre, l'attitude de classe et celle de l'opportunisme ou du nationalisme.

Les luttes répétées des travailleurs immigrés pour des conditions de vie et de travail moins inhumaines appellent la solidarité de classe inconditionnelle de tout le prolétariat. Il ne s'agit pas d'un devoir moral. La solidarité active de l'ensemble des travailleurs, quelle que soit leur nationalité, avec cette partie d'entre eux que le capitalisme mondial contraint à l'émigration, la lutte collective contre les restrictions mises à la liberté de déplacement, ainsi que contre toutes les discriminations, le racisme et la répression qui frappent les travailleurs immigrés, est une *nécessité vitale* pour toute la classe ouvrière. Sans cette solidarité, il est impossible de surmonter les divisions paralysantes entre-

(suite page 8)

Réunions publiques du Parti : Contre l'offensive anti-immigrés !

A l'heure où les lois Bonnet-Stoléru sont déjà en partie passées, et où la lutte des foyers connaît la phase la plus dure de son histoire, le PC pavoise en voyant dans le recul de la lutte la confirmation qu'il ne fallait pas faire grève ». Les groupes « gauchistes » qui ont saboté et/ou déserté la lutte des foyers et critiqué sa direction comme « trop sectaire », se retrouvent avec le PS, l'Eglise et toutes sortes de forces hétéroclites, dans des cartels qui prétendent « lutter » contre les lois Bonnet-Stoléru sur la base... de l'acceptation du contrôle de l'immigration et des méthodes démocratiques que la lutte avait dépassées.

En ce moment particulièrement difficile, propice à la démoralisation et au doute, il nous a semblé important de faire une série de réunions pour montrer au contraire que non seulement les résidents ont eu raison de se battre avec acharnement (bien qu'avec certaines oscillations et retours en arrière de leur direction) contre la bourgeoisie et l'opportunisme, mais que les faits confirment entièrement la nécessité, pour toute la classe ouvrière, de retourner aux méthodes et aux traditions **de la lutte de classe directe et de la solidarité prolétarienne** par dessus toutes les barrières, notamment de nationalité, contre toutes les forces qui cherchent, d'une manière ou d'une autre, à la ramener dans l'orbite **de la collaboration de classes, de la démocratie et du nationalisme**.

Après avoir rappelé la situation de discrimination et d'oppression bestiales qui pèse sur la partie immigrée de la classe ouvrière et qui est une des bases matérielles de la division du prolétariat, et montré dans l'offensive bourgeoise de ces huit dernières années une mesure de **guerre de classe** s'insérant dans l'attaque d'ensemble que la bourgeoisie, poussée par la crise, mène

contre tout le prolétariat, on a rappelé la signification que nous donnons à la lutte pour l'égalité totale des droits entre travailleurs, contre les exactions policières et racistes, et contre tout contrôle de l'immigration, comme **levier de l'unification combattante de la classe ouvrière**.

Dans une deuxième partie, on a montré comment l'attitude des grands partis de gauche et des directions syndicales vis-à-vis du renforcement du contrôle de l'immigration comme vis-à-vis de la lutte des foyers constitue une confirmation de plus de leur nature **pro-impérialiste et antiprolétarienne**, de leur rôle d'agents et de complices directs de la bourgeoisie et de son Etat, de diviseurs et de saboteurs systématiques de toutes les luttes ouvrières. On a dénoncé également le rôle des groupes dits d'« extrême gauche », qui partagent les mêmes principes que le réformisme, prônent les **méthodes impuissantes** de l'interclassisme et du légalisme petit-bourgeois, et pratiquent un sectarisme et un manœuvrisme qui révoltent à juste titre les ouvriers combattifs. Enfin on a montré la fonction des groupes anti-impérialistes « immigrés » qui, eux aussi, contribuent à dévier les luttes de l'immigration hors du terrain de classe vers lequel elles tendent, en s'efforçant de les enfermer dans un horizon étroitement national et démocratique.

La troisième partie de l'exposé s'est efforcée de tirer quelques leçons générales de la lutte des foyers. a) Tout d'abord celle-ci confirme que la lutte entre prolétariat et bourgeoisie est une guerre, et qu'elle se mène et se décide selon les lois de la guerre, c'est-à-dire de l'affrontement **force contre force** et **organisation contre organisation**. b) L'union et l'organisation indépendante conquises par les prolétaires dans la lutte sont les résultats les plus précieux, les

principes qu'il faut essayer à tout prix de **sauvegarder**, même si la lutte est obligée de reculer sur les objectifs revendicatifs qu'elle s'était fixés. c) Le sabotage des forces de « gauche » et d'« extrême gauche » est le résultat, non pas fortuit, mais nécessaire, d'**orientations politiques précises** que seule une orientation politique véritablement classiste permet de contrer efficacement. d) Enfin, l'obstacle le plus grand auquel se heurte la lutte des travailleurs immigrés, comme toutes les luttes ouvrières actuelles, surtout dans les pays impérialistes, c'est **l'isolement**, produit de la situation de division et d'écrasement de la classe ouvrière, encore dominante après plus de cinquante années de contre-révolution, malgré les magnifiques flambées qui montrent que la classe est en train, peu à peu, de remonter la pente. C'est là ce qui explique la **difficulté** du travail d'appel à la solidarité de classe et la modicité des liens tissés autour de la lutte. C'est pourtant ce travail patient et peu spectaculaire qui trace une voie sûre et féconde pour l'avenir.

SOUSCRIPTION GENERALE LISTE N° 3

Lille : 532 F ; Lyon : 45,20 F ; Rouen : 1.690 F ; Toulon : 7,50 F ; Valence : 200 F ; Paris : 1.132 F ; Lausanne : 513,80 F ; Un abonné : 920 F ; Réunions publiques : 1.086 F ; Un lecteur : 800 F ; Paris : 565 F ; « Pour la brochure Immigration » : 50 F.

TOTAL 7.541,50 F
TOTAL PRECEDENT 14.614,50 F
TOTAL GENERAL 22.156,00 F

Wie du Parti

Afghanistan : variations trotskystes...

(Suite de la page 3)

de fait, opposée aux ennemis des intérêts des masses paysannes et ouvrières, ils sont favorables à ce qu'elle leur inflige une défaite.

Voilà le mot décisif lâché et sa portée dépasse de loin la question de l'Afghanistan en soi. Car dans toute guerre impérialiste l'armée russe se trouvera opposée à des « ennemis » des masses : il suffit de postuler que l'« ennemi » n'est pas le capitalisme international et ses différentes incarnations nationales, mais un camp impérialiste, une « réaction » locale.

La trahison et la tromperie fondamentales vis-à-vis du prolétariat consistent en ce que le SU assigne aux masses un but commun avec l'impérialisme russe : la défaite de la « réaction » et de l'impérialisme d'en face. Le différend porte uniquement sur les « méthodes » à employer : « Pour y parvenir, il faut que soient consolidées les conquêtes [...] des travailleurs, que soient prises des mesures sociales et démocratiques radicales et que les masses afghanes soient organisées et armées pour se défendre ». Là est bien l'attitude typique du centrisme. Il parle d'« indépendance » et d'organisation « autonome » des masses, mais il n'assigne pas aux masses le but de leur révolution — qui ne pourrait se faire que contre tout l'ordre établi et tous ses défenseurs internationaux —, et il ne se propose pas pour en prendre la tête. Il demande à d'autres (partis opportunistes, nationalistes-bourgeois, ... impérialisme russe) de prendre la direction des masses pour les mener — y compris en favorisant « leur » lutte armée — vers les fameuses étapes intermédiaires communes. Quant à lui, il se charge de leur conseiller comment mieux se gagner les masses, ou carrément de les leur amener lui-même.

Pour cela, d'abord le SU entretient l'illusion que l'impérialisme russe « pourrait » — si on le poussait convenablement — prendre des « mesures sociales et démocratiques radicales » en faveur des masses ; mieux, qu'un processus de « révolution permanente » (contre l'ennemi local et les USA, attention ! pas contre la Russie) pourrait s'engager en Afghanistan avec la bénédiction du Kremlin : « Pour l'instant rien ne prouve [mais demain, qui sait ?] que l'intervention de l'« Armée rouge » encourage une telle mobilisation

des travailleurs contre les propriétaires fonciers et les capitalistes. Les Soviétiques et la direction du PPDA pourraient [ce n'est donc pas sûr !] passer des compromis [qui] [...] impliqueraient une renonciation à l'application des réformes progressistes, à leur consolidation et à leur accentuation dans la perspective de la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan » (sic !).

Mais d'ailleurs la « révolution permanente » est-elle bien nécessaire ? Quand on est engagé dans la théorie des étapes, pourquoi s'arrêter au « gouvernement ouvrier et paysan » ? « Dans un contexte où les forces semi-féodales et bourgeoises se trouveraient extrêmement affaiblies et où se prolongerait la présence des troupes de l'URSS, l'enracinement de la bureaucratie soviétique dans l'Etat ouvrier [...] issu de la révolution d'Octobre pourrait la conduire à transformer structurellement les rapports de propriété — donc à exporter les fameux « acquis d'Octobre », les nationalisations, à la pointe des tanks, comme durant la deuxième guerre mondiale — : alors « nous » défendriions en priorité les « nouveaux rapports de propriété » et « nous lutterions pour le droit de l'Etat ouvrier afghan [né sans révolution, comme tant d'autres !] de choisir dans l'indépendance [l'« indépendance » gagnée et garantie par les chars !] les formes de ses rapports avec les Etats ouvriers de la région ».

Après toutes ces élucubrations et plans sur la comète, le SU en vient aux conséquences pratiques, ici et maintenant, de son attitude : pas de campagne pour le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » — pourtant cheval de bataille favori de la IV^e — ni pour le retrait des troupes russes, qui « laisserait seulement le champ libre à l'instauration d'un régime réactionnaire inféodé à Washington, qui consoliderait son dispositif dans la région. La voie d'une réelle autodétermination pour les nationalités concernées passe conjointement par la défaite de l'impérialisme [américain] et le renversement des exploités féodaux et capitalistes », donc par le maintien et la victoire des troupes russes, CQFD.

C'est ce que le SU appelle « choisir son camp contre l'impérialisme » sans « union sacrée avec la bureaucratie soviétique ». Aussi rappelle-t-il en passant que la lutte pour les libertés démocratiques en URSS,

« pour la révolution politique et le renversement de la bureaucratie » continue (c'est loin, et ce n'est pas pour aujourd'hui) ; il critique rapidement, après le PCI et le PCE, le PCF et le PCP qui « soutiennent les méthodes politiques [toujours !] de la bureaucratie et du PPDA avant [...] les intérêts des travailleurs ». Mais le dernier paragraphe de la résolution, qui énonce « la tâche prioritaire des marxistes révolutionnaires », montre bien le caractère rhétorique de ces proclamations. Il s'agit cette fois de campagnes concrètes de mobilisation, entièrement dirigées contre le camp américain, ses mesures de rétorsion économiques et autres (Jeux Olympiques), son « chantage » diplomatique, sa politique d'armement, pour « le retrait de la région de toutes les forces impérialistes [sauf les russes !] et le démantèlement de toutes leurs bases [...] » pour la dénonciation de leur aide aux « forces contre-révolutionnaires » locales et de « l'hypocrite campagne d'opinion qui couvre les projets politico-militaires de Washington et de ses alliés [...], qui sont les véritables porteurs de la menace de guerre » (mentionnée pour la première fois, mais s'agit-il bien de la guerre mondiale ?), alors qu'à aucun moment on n'a dénoncé la guerre effective de l'URSS, ni même fait allusion à sa propre politique d'armement, ni à sa propre campagne idéologique de préparation de la troisième guerre mondiale. Bref, le SU fera son possible pour préparer — en toute « indépendance »... — l'alignement des forces qu'il influence sur l'un des camps impérialistes, avec des thèmes suffisamment proches de ceux des partis social-chauvins « pro-russes » pour laisser entrevoir des convergences, au moins en perspective, au niveau de l'action.

Au travers de contradictions, de luttes entre ses différentes tendances, de crises internes, le trotskysme se prépare lui aussi, à l'épreuve des faits qui traduisent la maturation croissante des antagonismes sociaux et inter-impérialistes, aux grandes échéances qui attendent le prolétariat, et en particulier à la guerre impérialiste. Tout en invoquant la révolution internationale, le centrisme mûrit et poursuit sa parabole descendante, à la traîne des opportunistes social-chauvins. Les prolétaires d'avant-garde ne doivent pas attendre qu'il soit trop tard, pour s'en détacher et le combattre !

PRESSE DU PARTI el-oumami n° 8 (mars 1980)

En langue arabe :

- Golfe : une sonnette d'alarme pour eux et pour nous.
- Immigration : porter la lutte sur un terrain de classe.
- Le programme des « Fedayin » iraniens ou les limites du démocratisme petit-bourgeois.
- L'intervention russe en Afghanistan.

En langue française :

- Pas d'« issue nationale » à la crise du capitalisme !
- Le capitalisme algérien à l'heure des « bilans ».
- La santé se porte bien en Algérie.
- La signification des événements de Gafsa.
- Portée et limites du mouvement de résistance sahraoui.
- L'impérialisme russe en Afghanistan.
- Affrontements de classes ouverts en Turquie.
- C'est le capitalisme qui engendre la famine !
- Bilan des luttes anti-coloniales.
- L'extrême gauche « anti-sioniste » et la question palestinienne.

*

El Comunista

*

il programma comunista

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit les 14 avril, 12 mai, etc., de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit les 5 et 19 avril, 3 et 17 mai.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Caen : vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, soit les 16 mars, 6 et 20 avril, etc.

• A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 30 mars, 13 et 27 avril, etc.

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Hartfleury le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 6 et 20 avril, 4 et 18 mai.

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 30 mars, 13 et 27 avril, etc.

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 6 avril et 4 mai, etc.

• A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Parrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois, soit les 22 mars, 12 et 26 avril.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012 Le samedi, de 16 h à 19 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 20 avril, 18 mai, etc.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 23 mars, 6 et 20 avril, etc.

• A Valence : le 3^e dimanche de chaque mois de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 20 avril, 18 mai, etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

Contre le contrôle de l'immigration

(Suite de la page 7)

tenues par la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, de forger l'unité prolétarienne indispensable pour se défendre efficacement contre le capital et pour préparer l'émancipation des travailleurs.

Cette lutte sera d'autant plus dure qu'elle se heurte non seulement à la répression bourgeoise sous toutes ses formes, mais à la criminelle politique chauvine des partis sois-disant « ouvriers » et des syndicats qu'ils dirigent. Ces directions opportunistes qui préconisent une « politique de contrôle de l'immigration » répondant aux « besoins du pays », c'est-à-dire du capital national, sont les mêmes qui trahissent tous les jours les intérêts, même immédiats, de tous les travailleurs au nom de la paix sociale et de l'entente entre les classes. La défense efficace du prolétariat — immigré ou non — est inséparable de la combat contre cette politique de collaboration de classes, combat qui doit être porté partout où il y a des travailleurs, dans les syndicats comme hors des syndicats, dans les usines comme dans les foyers et les quartiers, combat qui va dans le sens de la constitution d'un véritable front de classe contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

La présente brochure, qui fait suite à celle qui a paru en septembre 1975, aujourd'hui épuisée, vise à contribuer à ce combat permanent.

programme communiste

*

Kommunistisches Programm

Regroupement prolétarien à Mayenne

(Suite de la page 7)

tement complet. La liaison avec le groupe de Mayenne leur a apporté une salubre bouffée d'oxygène. D'ailleurs le comité de Laval est devenu dans les faits une antenne du groupe sur la ville.

Comme les bonzes seuls n'ont pas été capables d'éteindre la flamme, c'est la bourgeoisie qui est intervenue directement avec son arme, l'Etat. Le militant qui, dans la manifestation d'août 79 contre le licenciement, aurait insulté un flic et l'aurait poussé dans un escalier est effectivement inculpé fin janvier 80. C'est une attaque directe contre le groupe. Pour ne pas mettre en avant un sigle qui aurait pu faire croire qu'il y a encore une boutique syndicale de plus, le groupe appelle à la constitution d'un comité de soutien à l'inculpé, mais en définit clairement les bases : refus du cartel, revendication de la relaxe pure et simple, appel à une manifestation et débrayages le jour du procès. Le comité de soutien mène, à son échelle, une magnifique agitation sur Mayenne et la région, en particulier à Laval : distribution de deux tracts sur toutes les usines, deux réunions publiques avec 120 et 150 personnes, campagne d'affiches, organisation d'une permanence quotidienne. Le jour du procès, malgré le sabotage des directions syndicales, la manifestation rassemble plus de 400 personnes.

Cet épisode illustre nettement ce que nous appelons le « front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme ». Dès la manifestation d'août 79 les actions radicales prévues avaient été désavouées au dernier moment par les dirigeants PC, PS et CGT. Ils avaient donc objectivement facilité l'intervention des flics. D'ailleurs le témoignage du flic s'appuie sur des

déclarations de ces messieurs : l'inculpé serait, selon eux, un « marginal, incontrôlable, allergique (sic!) à la fonction policière ». Les bonzes ont affirmé ensuite qu'ils n'ont jamais pu dire une chose pareille. Qu'ils l'aient dit ou non à ce moment là, cela n'a d'ailleurs pas une grande importance. C'est le genre de calomnies qu'ils font systématiquement, dès que des prolétaires combattifs échappent à leur contrôle (par exemple après la manifestation du 23 mars 79 à Paris où ils avaient dénoncé des manifestants à la police). Du reste, ils ont montré par la suite que c'est bien le fond de leur pensée. Dans un communiqué, l'UD-CGT « regrette que la constitution d'un comité de soutien [...] prétend dicter aux organisations leur conduite n'ait pu permettre la participation de la CGT à la défense active du militant inculpé ». Quant à l'UD-CFDT, elle a attendu la dernière minute pour déclarer qu'elle soutenait, sans pour autant appeler au débrayage. Le délégué CGT licencié, pour la défense de qui avait eu lieu la manifestation d'août, n'a pas participé à la manifestation au tribunal. Comme par hasard, il a été justement envoyé à un stage de formation CGT à Paris ! (formation pour quoi ? pour la lutte ? sûrement pas !)

Ce sont les partis de gauche et les directions syndicales qui ont aujourd'hui une influence déterminante sur l'ensemble du prolétariat. C'est pourquoi le développement de la lutte révolutionnaire ne pourra pas se faire sans un « revirement politique total » de l'ensemble du prolétariat. Les avant-gardes qui secouent aujourd'hui le joug opportuniste doivent travailler dans la perspective de la préparation de ce revirement.

(A suivre.)